QUESTIONS

IMPORTANTES

SUR

LE COMMERCE,

A l'occasion des oppositions au dernier Bill de Naturalisation.

Ouvrage traduit de l'Anglois de Josias Tucker, Recteur des College de Saint Estienre à Bristol, & Chapelain de l'Evêque de Bristol.



A LONDRES,

Chez FLETCHER GYLES, dans Holborn.

M. DCC. LV.





'AVERTISSE MENT

DU TRADUCTEUR.

Uoique l'Auteur de cet ouvrage ait eu principalement pour objet de proposer ses idées fur une question vivement agitée en Angleterre pendant le dernier Parlement, on a crû que les excellens principes & les vues saines qu'il y a renfermées fur le commerce & fur les parties les plus intéressantes de la politique, pourroient en rendre la lecture utile en France. On s'est attaché à le traduire le plus exactement qu'il a été possible, & on ne s'est permis d'autre liberté que celle d'ajouter un petit nombre de notes pour appuier, pour éclaircir, & quelques fois aussi pour contredire

vi AVERTISSEMENT

la pensée de l'Auteur. On n'a pas cru devoir retrancher quelques invectives contre l'Église Romaine auxquelles il se livre dans sa Préface. Elles sont injustes sans doute, mais elles feront sentir le besoin qu'on a d'y répondre & de n'y plus donner lieu. l'Église Catholique n'a jamais abandonné la Doctrine de J. C. sur la tolérance & la charité. L'orgueil, l'ignorance, ou le zéle outré ont dans des fiecles de ténébres donné naiffance au dogme affreux de la persécution. Les peuples, les Princes & les Ministres de la Religion y ont peut-être également concouru, & s'il falloit accuser une Religion des excès auxquels se sont portés ses Sectateurs, le Protestantisme seroit bien éloigné d'être exempt de reproches. Servet & Barneveldt ont trouvé des juges & des bourreaux dans des païs où il n'y avoit



DU TRADUCTEUR. vij

ni Moines ni Inquisiteurs. Un esprit de lumiere s'est depuis répandu sur l'Europe, & son heureuse influence a été utile à la Religion, parce qu'il l'a dégagée de toutes les fausses conséquences qu'une raison aveuglée par

les passions osoit en tirer.

e

1-

a

a

Il faut l'avouer, les Protestans ont été les premiers à reconnoître l'injustice de la persécution parcequ'ils étoient en général plus perfécutés. Les Catholiques moins intéressés à cette vérité l'ont reconnue plus tard: plusieurs Théologiens sont même encore attachés au fystême de l'intolérance; mais les Fenelon & les Fleuri ont réuni l'amour de la tolérance civile avec le zele le plus vif & la piété la plus fincere. Puissent-ils trouver beaucoup d'imitateurs: puissent de vertueux & savans Ecclésiastiques venger la Religion

A iiij

viij AVERTISSEMENT

Catholique des reproches de ses ennemis, en développant le véritable esprit de ses maximes. C'est à eux à instruire les dépositaires de l'autorité civile & à reclamer en faveur des malheureux & en faveur de l'état, contre des Loix trop sévéres qu'un zéle indiscret arrachoit à une piété trop docile. C'est à eux à s'élever contre ces nouveaux Idaces, qui, lorsque la sagesse du gouvernement a voulu dans ces derniers temps descendre d'une rigueur trop long temps exercée contre des sujets utiles, n'ont pas rougi de porter au pied du thrône leurs plaintes fanguinaires.

On auroit cru trahir la cause de l'humanité en supprimant ce que l'Auteur, dont on donne la traduction, a dit sur cette matiere: quoique ce morceau soit moins bien traité que le reste

DU TRADUCTEUR. ix

é-

oà

u-

1-

n

a

X

u

C

.

t

u

de l'ouvrage. Il est utile que les personnes attachées à la Religion connoissent ce que pensent les étrangers de la sévérité avec laquelle on traite en France les Protestans, le sçandale qui en résulte & les préjugés que peuvent contre elle ceux qui jugent de ses principes par notre conduite. Il est utile qu'on s'accoutume à reconnoître la liaison intime de la Religion de l'humanité & de la politique sur la matiere de la tolérance, à sentir que la force des états dépend du nombre des hommes & que le nombre des hommes est toujours en raison de leur liberté & de leur bonheur. Il est utile enfin qu'on ne perde aucune occasion d'entretenir le Public de ces objets: c'est à force de parler, d'écrire, de disputer pour & contre que la vérité se fera jour & subjuguera

Av

enfin tous les esprits; elle ne sera jamais assez repétée tant qu'il lui restera des hommes à

persuader.

J'ajouterai encore un mot au sujet de quelques articles dans lesquels l'Auteur s'efforce d'exercer l'émulation des Anglois par l'exemple de notre conduite & de nos succès. C'est l'usage ordinaire des Écrivains de cette nation. Par - là ils se proposent deux choses, d'animer leurs compatriotes, & d'entretenir n'e indolence. Gar-dons-nous bien d'en être les dupes. Apprenons plutôt à ne pas prendre nos flatteurs pour nos amis, & les gens qui nous avertissent de nos fautes pour de mauvais François. Si c'étoit aimer sa patrie que de louer tout ce qu'il s'y fait, les Anglois seroient les meilleurs citoïens de la France. Le Médecin Tanpis ne rend point malades les gens qui se portent bien, mais le Médecin Tant-mieux laisse à coup sûr périr ses malades. Il ne faut pourtant être ni l'un

ni l'autre.

ne

int s à

au

ois ite

ge et-0ner re-. irles ne ur us ur oit er ois ns 12-



A vj

DISCOURS

PRÉLIMINAIRE,

Où l'on expose la Doctrine professée par l'Eglise Romaine, & sa pratique constante au sujet de la persécution des Protestans.

I. L'Église Romaine en faifant un dogme de son infaillibilité a porté contre tous les Chrétiens séparés de sa communion, de quelque secte qu'ils soient, un décret irrévocable par lequel elle les déclare hérétiques, & comme tels déchûs de tout droit aux récompenses célestes. Elle s'arroge ce pouvoir en vertu de la domination spirituelle que lui donne sa qualité de mere & de maîtresse du monde Chrétien (Mater & Magistra.)

(1) [Rem. du Traduc.] Le titre de Mater & Magistra omnium Eccle-

DISCOURS PRÉL. 1

II. C'est une maxime constante & sondamentale de cette Eglise que toutes les opinions hérétiques, celles mêmes qui n'ont rien de contraire aux principes du Gouvernement politique méritent toujours à la rigueur quelques peines civiles. A la vérité les sentiméns sont par-

ai-

m-

ils

n-

ce

i-

ne

î-

e-

siarum a été donné dans l'antiquité ecclésiastique à l'église ou au siège de Rome, que l'Auteur confond ici mal à propos avec l'Eglise catholique romaine ou l'Eglise univerfelle. C'est en vertu des promesses de J. C., que l'Eglise universelle sépare de fa Communion & regarde comme Hérétiques ceux qui refusent de se soumettre à ses décrets : elle ne fonde aucun de ses droits fur le titre de Mater & Magistra, &c., qui ne regarde que l'Eglise particuliere de Rome & la primauté dont elle jouit. Au reste cette inexactitude dans l'exposition des principes catholiques est excufable dans un Protestant.

14 DISCOURS

tagés sur l'étendue & les degrés de ces peines, & même sur leur utilité, dans quelques circonstances. Par exemple dans les païs où l'Inquisition est établie les Catholiques Romains attribuent à l'Eglise, ouà l'Eglise réu. nie avec le Magistrat Chrétien (a)

(a) [Note de l'Aut.] On prie le Lecteur instruit & de bonne foi d'observer que l'intention de l'Auteur, est de présenter l'état de la question d'une maniere si désinteresfée, que les Catholiques Romains eux mêmes soient contraints d'en louer l'impartialité. Comme il est absolument égal pour le véritable objet de la dispute, que ce prétendu droit de punir les Hérétiques réside dans l'Eglise seule ou dans l'Eglise réunie avec le Magistrat, cette partie de la question si vivement agitée dans le sein de l'Eglise romaine, a été omise à dessein comme inutile. En effet les Apologistes de la Religion, n'attribuent ce droit chimé-

grés

leur

nf-

éu.

(a)

le foi

ula

ef.

ns en

ft

le

u

e

le même pouvoir de vie & de mort sur les hérétiques, que les tribunaux civils exercent sur les criminels, à cette dissérence près que l'hérésie est regardée comme le plus grave de tous les crimes. En France & par tout ailleurs ou il n'y a point d'Inquisition on ne donne à l'Eglise qu'une espèce d'autorité paternelle qui

rique qu'à ceux qui professent la foi catholique, & ils voudroient persuader au monde qu'ils ont le droit de persécuter les Hérétiques, & qu'en même tems les Princes Hérétiques n'ont pas celui de persécuter leurs Sujets catholiques. Par conséquent il faut toujours en revenir à la grande question si la Religion chrétienne donne, soit à l'Eglise, soit à l'état catholique (n'importe auquel des deux) le droit de persécuter ceux de leurs Sujets qui s'écartent de leur croïance sur des articles qui n'interressent en rien les principes du gouvernement civil.

16 DISCOURS

fans le concours du Magistrat peut bien aller jusqu'à infliger quelques peines légeres, mais jamais jusqu'à condamner à mort. (b) Les uns travaillent à extirper l'hérésie en détruisant les hérétiques, & les autres en les fatiguant & en les tenant dans l'oppression. A ces deux opinions nous pouvons en ajouter une troisseme embrassée par les plus modérés d'entre les Catholiques Romains, c'est que malgré le droit indubitable

(b) [N. de l'Aut.] Ceci ne doit s'entendre que des Protestans Laïcs; car à l'égard de leurs Ministres, il est certain que la persécution contre eux va jusqu'à la peine de mort dans plusieurs États Catholiques & particulierement en France comme on peut le voir par les Edits de 1686, 1724 & 1745. Il y a même des exemples récens de ces exécutions sanguinaires en la personne de plusieurs Ministres très respectables.

qu'ont l'Eglise & l'Etat d'infliger aux hérétiques des peines tiviles, il vaut cependant mieux n'en pas faire usage. Cette diversité dans la façon de penser en a produit une grande dans les argumens dont on s'est servi pour excuser les persécutions

de l'Eglise Romaine.

rat

ger

ais

à

it à

ant

les

ans

pi-

ter

les

a-

ue

ole

oit

cs; il

tre

ins

ar-

on

5,

es

ns

u-

III. Les Théologiens Espagnols & tous les Apologistes de 'Inquisition s'efforcent de justifier les barbaries les plus horribles par les principes de l'ancienne Eglise Joiv. Ils citent avec emphase les exemples de Moife, de Josué & des meilleurs Rois d'Israel, à l'appui de leur pratique moderne de punir de mort les hérétiques, sans se mettre en peine le moins du monde de faire voir la parité des circonstances. Nous devons croire charitablement qu'ils ne sentent pas combien ces autorités sont mal appliquées à la question présente, dans laquelle ils prennent pour un principe avoué la chose même qu'il faudroit commencer par prouver.

R

le

C

IV. Il sera donc fort à propos de remonter à l'instruction primitive du Gouvernement des Hébreux, afin de voir s'il peut avoir assez d'analogie avec les Gouvernemens actuellement subsistans pour autoriser les conséquences qu'on en tire en

faveur des persécutions.

Or l'article fondamental, la base de la constitution politique chez les Juiss, étoit que le Dieu d'Israel étoit en même temps leur Prince temporel. Le grand Roi Jehovah qui avoit sait du Temple son Palais & du Saint des Saints le lieu de sa demeure, y étoit présent par le Schekinah ou par sa Majesté

PRÉLIMINAIRE. 19 visible. Il donnoit audience au grand Prêtre fon Ministre d'Etat. Ainsi les principes fondamentaux & distinctifs de la Religion d'Ifrael se confondoient dans la pratique avec. les fignes & les témoignages extérieurs de l'hommage & de la fidélité que ce peuple devoit à son Prince. (2) En partant delà toute faute capitale contre les devoirs prescrits par la Loi, tendoit à détruire la Constitution même & devoit être regardée comme une rebellion & comme un crime de léze-Majesté. Le droit de pourvoir à sa conservation est essentiel à tout Gouvernement & par cette rai-

(2) [R. du Trad.] Le principe de la Théocratie judaique n'est nulle part aussi-bien développé que dans l'ouvrage du fameux Warburton sur la Mission divine de Moyse. Voiez ce Livre.

fer.

en

te

m

gr

ra

Ju

fo

le

ol

P

C

d

re

te

jc

ſ

y

n

i

J

t

son la Loi de Moisse condamne expressément à la peine de mort tous les sujets qui manqueront aux devoirs qu'elle prescrit & en particulier ceux qui tomberont dans l'idolâtrie: parceque cette idolâtrie & les autres crimes de ce genre n'étoient pas seulement des actes d'apostasse & des fautes contre la Religion mais une vraie révolte contre le Gouvernement. Si quelqu'un veut t'engager dans un pareil crime : ne l'écoute point; que ton œil ne le regarde point en pitié pour le soustraire au supplice, mais tu le tueras aussi-tôt: ta main tombera d'abord sur lui & la main de tout le Peuple après toi, & il sera accablé de pierres jusqu'à ce qu'il meure, parcequ'il a voulu te détourner de l'éternel ton Dieu, afin que tout Israel entende & craigne, & qu'aucun ne fasse rien de

semblable: Deut c. 13. Il faut encore observer que comme cette Constitution étoit civile en même temps que religieuse, le grand Jehovah, le Roi d'Israel, avoit fait don à la nation Juive de la terre de Chanaan, fous la condition expresse que le Peuple continueroit de lui obéir avec la même fidélité. Par conséquent un membre de cette société ne pouvoit prendre une autre Religion sans se rendre criminel de leze-Majefté envers le Prince & sans être déchû des priviléges dont il jouissoit sous son autorité.

e

x :

S

s

r

Quant aux peines dûes à ces fortes de crimes dans l'autre vie & aux craintes d'un jugement à venir, ce sont des points indépendans de la Constitution Judaïque: ils intéressent toutes les nations à proportion du degré de lumiere qu'elles ont

reçu, & par conséquent ils ne peuvent être d'aucun usage pour décider la question présente.

V. Ainsi je me flatte d'avoir assez prouvé que les apologistes de l'Inquisition ont entiérement manqué leur but, & qu'ils ont très mal connu la nature des argumens qu'ils emploïent pour justifier ce tribunal: car quel usage peut-on faire, en faveur de la persécution, des préceptes & des exemples tirés de l'ancien Testament, lorsque la position des nations Chrétiennes est si prodigieusement différente de celle où se trouvoient les juifs; & que peut-on inférer de cette Constitution des Hébreux vivans sous une Théocratie ou fous le gouvernement civil & monarchique du grand Jehovah, qui soit applicable à quelqu'un des gouvernemens qui subsistent aujourd'hui? Et

ur

ir

es

e-

ils

re

nt

ar

a-

é-

de

la

1-

nt

er

é-

ie

li

à

15

ne pouvons-nous pas nous étonner que cette Inquisition, établie principalement pour déraciner le judaisme, sonde sa conduite sur des Loix judaiques; Loix cependant qui dans la première intention du Législateur n'ont jamais dû être d'un usage universel: Loix revoquées d'ailleurs ou du moins suspendues par la promulgation de l'Evangile (c); si même elles ne l'ont pas été long-temps auparavant,

VI. Les Théologiens de l'Eglise Gallicane (3) & beaucoup

- (c) [N. de l'Aut.] Probablement cette loi, de même que celles qui suivent dans le même chapitre, n'ont plus été en vigueur lorsque le sche-kinah ou la présence visible a cessé dans le Temple: mais on ne donne ceci que pour une conjecture.
- (3) [R. du Trad.] L'Auteur est injuste en imputant à l'Eglise Galli-

24 DISCOURS

d'autres qu'on peut rapporter à la même classe n'établissent pas sur les mêmes principes leur droit de persécuter les hérétiques; ils croient bâtir sur des fondemens plus solides en at-

cane une doctrine desavouée par plusieurs de ses membres les plus illustres, sous le regne même de Louis XIV. On a déja cité dans l'avertissement M. de Fenelon & l'Abbé Fleuri. Ces deux noms suffisent. Il est à croire que les personnes les plus éclairées du Clergé de France, pensent aujourd'hui de la même maniere: mais il faut avouer que si l'Auteur se trompe ici , la conduite qu'on a tenue avec les Protestans ne le rend que trop excusable; le zele des enfans de l'Eglise a souvent calomnie leur Mere. C'est en vain qu'elle les désavoue. Peut-elle exiger que ses Ennemis cherchent & démêlent ses principes dans des sources done ses propres enfans s'écartent si fort dans leur conduite? que cette conduite change, & la Religion sera justifiée.

tribuant

PRÉLIMINAIRE. 25 tribuant à l'Eglise, ou à l'Eglise réunie avec le Magistrat Catholique, le pouvoir qu'un Pere exerce sur ses Enfans, & comme cette doctrine porte avec elle une apparence de zèle pour les ames, d'humanité même & de tendresse pour les errans, elle fait aisément illusion aux gens fimples & bien intentionnés, qui l'approuvent sans en appercevoir les funestes conséquences. En effet, toujours en prétextant l'instruction paternelle mêlée de quelques châtimens nécessaires pour corriger un Enfant désobéissant, on avoue & l'on autorise toutes les perfécutions imaginables pourvu qu'elles n'aillent pas jusqu'à ôter la vie. Encore même condamne-t-onau dernier(4) supplice les Ministres Protestans qui

(4) [R. du Trad.] L'Auteur Anglois paroît très frappé des supppli-

ne peuvent exercer quelque part que ce soit leurs fonctions sacrées sans être regardés comme les corrupteurs de ces chers En-

ces auxquels sont exposés les Miniftres, les Promoteurs ou Fauteurs des Assemblées. Ce n'est cependant pas le genre de perfécution le plus odieux que les Protestans éprouvent parmi nous, une illusion assez naturelle a pu faire regarder la loi qui défend les Assemblées comme une loi de Police, elle pourroit même être excusée par l'exemple des Anglois, si jamais l'intolérance pouvoit l'être. Mais troubler l'intérieur de toutes les Familles, mettre trois millions d'hommes dans l'impossibilité d'assurer leur état & leur forrune, ne leur laisser que l'alternarive d'éprouver les malheureux effets d'une véritable mort civile, ou de trahir la Religion de leurs peres, voilà ce qu'il faut présenter sous ces couleurs véritables à ceux qui gouvernent ou gouverneront un jour les hommes.

PRÉLIMINAIRE. 27 fans; bien plus, si faute de Ministres il arrive qu'un Laïque en fasse par hasard les fonctions dans une assemblée publique ou contribue à la convoquer, il est puni de la même maniere. Telle est la détestable politique de l'Eglise Romaine: en privant les Protestans de tous Prédicateurs, elle espere que quand les Pasteurs seront frappés, lesbrebis seront bientôt dispersées, & deviendront plus aisément sa proie; & ce traitement tout cruel, tout opposé qu'il est à l'esprit du Christianisme est cependant le plus doux qu'elle daigne accorder aux Protestans. Mais avant de pénétrer plus loin dans le détail des conféquences; examinons les fondemens de cette Doctrine.

r

S

į-

r-1-

ts

le

es

1-

es

VII. Observons d'abord que les termes Mere & Maîtresse,

Bij

18 DISCOURS

Mater & magistra ne sont que des expressions figurées & métaphoriques, & ne peuvent par conséquent être étendues à toutes les significations qui appartiennent au mot propre dont elles sont empruntées (d). Ces expressions fussent-elles dans l'Ecriture Sainte, où j'ose croire qu'elles ne sont pas, jamais elles ne pourroient autoriser toutes les conséquences que les Catholiques Romains en tirent. Car enfin des dogmes de la plus grande importance qui influent immédiatement sur la pratique, & dont on fait dépendre le bonheur du genre humain dans

(d) [N. de l'Au.] L'Eglise triomphante dans le Ciel, cette Jerujalem qui est en hous, est bien appellée notre Mere commune, mais ce nom n'est jamais donné dans l'Ecriture à aucune Eglise militante sur la terre,

PRÉLIMINAIRE. 29 cette vie & dans l'autre, ont besoin d'être tout autrement fondés que sur des tropes & des métaphores, surtout quand le sujet est susceptible d'un langage simple, précis & niveau de tous les esprits. Cependant on en appelle au jugement des Catholiques Romains eux-mêmes. Il n'y a pas dans tout le nouveau testament un seul mor qui enseigne directement & & professo le dogme de la persécution. Ils avoueront pourtant qu'il étoit tout aussi aisé de dire persécutez les hérétiques, que de dire aimez vos ennemis : aussi lorsqu'ils veulent soutenir ces opinions anti-chrétiennes par des argumens de l'Ecriture, ils sont contraints de chercher des sens détournés, & de recourir à des conséquences très éloignées ou à des suppositions pu-

rement gratuites.

B iij

Pour ce qui regarde la primitive Eglise, l'état dans lequel elle se trouvoit sous les Empéreurs, indique affez clairement ce que les Chrétiens de ce temps-là pensoient de la persécution; mais lorsque l'Empire fut devenu Chrétien les charmes de l'autorité, la soif de la domination corrompirent bientôt la doctrine Evangélique de l'amour, de la charité, de la tolérance mutuelle. Cette condescendance pour la soiblesse de ses Freres, cette douceur si fouvent & si fortement recommandée par St. Paul fit place à l'aigreur, à l'emportement, à la calomnie. Chaque secte dès-quelle se sentit la plus forte, s'adressa au bras séculier pour défendre la bonne cause, c'està-dire, pour écrafer ses adver-· saires. De-là on vit s'élever de nouvelles prétentions de droit

& de pouvoir; on inventa des distinctions subtiles pour justisier chez soi la persécution & la condamner chez les autres.

De-là vient que l'Eglise de Rome, qui a tant de peine à plier un seul passage de l'Ecriture à ses idées, trouve dans les écrits du quatrieme siecle & des suivans une soule d'autorité à citer en faveur de la plus mauvaise de toutes les causes; la cause de la persécution. Il est tems d'en développer les essets & les conséquences.

VIII. Premiérement l'Eglise Romaine en qualité de Mere universelle prétend étendre sa jurisdiction paternelle, non seulement sur ses propres membres mais même sur toutes les sectes Chrétiennes qui sont dans le monde, & jamais elle ne manque à exercer ce droit quand elle le peut. En effet les Héré-

B iiij

tiques sont toujours regardés comme ses Enfans, quoique désobéissans & rebelles: or plus ils persistent dans leur crime avec opiniatreté, & plus elle a de raisons d'user de son pouvoir de Mere & de les châtier lorsque les voies de douceur ont été inutiles.

En second lieu comme l'Eglise a sur l'obéissance filiale de ses Enfans un droit inaliénable. le Prince & les Magistrats temporels ne peuvent faire avec les réfractaires aucune convention pour les dispenser de cette obéissance. Ce seroit donner atteinte au droit de la Mere commune. Le magistrat civil, qui comme bon Catholique est obligé en conscience non seulement de lui porter obéissance & respect, mais encore, de ne souffrir jamais que ses sujets s'écartent de ce devoir, ne peut

par de prétendus engagemens contraires affoiblir cette obligation primitive, & d'un ordre

Supérieur.

Ainsi, je suppose qu'il se soit engagé par serment à laisfer aux Protestans ou aux Hérétiques la liberté de conscience & l'exercice de leur religion; je suppose qu'il ait promis de regarder toujours comme sacrée la liberté des opinions, toutes les fois qu'elle n'auroit rien de contraire aux bonnes mœurs & au bonheur de la société civile; je suppose que ce soit la condition expresse sous laquelle ses sujets aient consenti de le reconnoître comme Magistrat: eh bien! ces sermens, ces conditions folemnelles sont radicalement nulles, & il ne doit point tenir ce qu'il n'a pas été en droit de promettre. Lors-

By

qu'un Prince Catholique a pris avec ses Sujets hérétiques des engagemens contraires à ce qu'il doit à la Mere commune, la promesse a été un crime, mais l'exécution en seroit un

bien plus grand encore.

IX. Les conséquences de ces principes sont faciles à appercevoir: mais qu'elles sont terribles, lorsqu'on voit comment elles sont réduites en pratique! C'est une chose bien remarquable que dans tous les états de la Réligion Romaine, on n'a jamais cessé de persécuter plus ou moins les Protestans, & que le traitement le plus doux qu'on ait jamais daigné leur y accorder seroit regardé comme une barbarie odieuse dans cet heureux séjour de la liberté, si on le faisoit éprouver aux Catholiques Anglois. Il faut encore se

I

souvenir que non seulement les Loix (e) portées contre les Protestans sont très séveres, souvent mêmes cruelles & révoltantes, mais que le plus grand nombre des Catholiques Romains sont encore entraînés par l'esprit & par le système de leur Religion à regarder comme un acte de piété d'exécuter ces Loix dans leur plus grande rigueur. En effet la doctrine de cette Eglise sur le mérite attaché à l'extirpation de l'hérésie, jointe à celle des pardons & des indulgences, les dispose singulierement à croire que leurs vices personels & leurs péchés favoris ne peuvent être expiés que par le zèle le plus ardent & le plus furieux pour la cause Catholi-

t

e

a

IS

e

n

-

e

ın

e se [N. de l'Aut.] (e) Voyez le Traité intitulé le Papisme toujours le même imprimé chez B. Bod, dans Ave Maty-lane. Lond. 1746.

Bvj

que. Le Clergé Papiste a de plus ce malheur, qu'avec les mêmes préjugés que le peuple, il est encore excité à une plus grande violence par les motifs de l'intérêt & de ses avantages personnels. Je ne puis m'empêcher d'ajouter encore que les Edits du Roi de France d'aujourd'hui sont dressés avec tant d'adresse & de politique, qu'ils s'exécutent en grande partie d'eux-mêmes, tant par les encouragemens donnés aux Délateurs que par les peines auxquelles les nouveaux convertis sont exposés, si on les soupçonne de favoriser le moins du monde les assemblées de Protestans, si même ils ne montrent pas la plus extrême vigilance à les pourfuivre & à les dénoncer, fut-ce leurs propres Enfans & les perfonnes qui leur font les plus cheres. En un mot, la plus grande faveur que les Protestans puissent attendre d'un gouvernement papiste, c'est une sorte de connivence, une persécution suspendue, plutôt qu'une protection véritable; car pour une tolérance solide, appuiée sur les Loix, voilà ce que le Papisme ne sousser point quelque solemnelle qu'en ait été la promesse: témoin la parjure (5.) & cruelle

il

fs.

es

1-

es

1-

ls

ie

1-

1-

1-

t

e

15

e

S

(5) [R. du Trad.] Le mot de parjure paroîtra dur : peut-être même est-il injuste. Il y a des loix arrachées par la nécessité des tems, dont l'utilité n'est quelquesois relative qu'à des circonstances particulieres & qui peuvent devenir nuisibles, lorsque ces circonstances ont changé. Croira - t - on qu'alors la solemnité avec laquelle une loi aura été promulguée, la parole même donnée par un Prince, lient les mains à son Successeur après plusieurs siecles, & lui ôtent à jamais le droit de la révoquer? Ce seroit vouloir donner aux

38 DISCOURS

révocation de l'Edit de Nantes, témoin ces peines séveres dont

ouvrages des hommes une immutabilité dont ils ne sont pas susceptibles. Appliquons ce principe à l'Edit de Nantes. La liberté de conscience accordée aux Protestans n'étoit pas la seule disposition qu'il renfermât: il leur accordoit des places de sûreté, & des Juges particuliers pour ceux de leur secte. Il est bien évident que l'article des places de fûreté qui formoient dans le sein de l'Etat une république avec des interêts & des forces indépendantes, toujours armées contre la puissance souveraine, n'avoit pu être qu'extorqué à l'autorité roïale. Il est évident que non-seulement les Successeurs de Henri IV pouvoient, mais qu'ils devoient même, se hâter de retirer aux Protestans ce privilége exorbitant, & d'étouffer des semences de guerre capables d'ébranler un jour la Monarchie. L'article des Chambres mi-parties & de celles de l'Edit pouvoit être néces-

PRÉLIMINAIRE. 39 on accable depuis cette époque & jusqu'à nos jours des Sujets

nt

a.

ti-

lit

ce

t:

e-

ur i-

e-E-

e-

e

ri-

,

saire, lorsque la mémoire récente des guerres civiles & la premiere chaleur du zele aigrissoient encore les esprits, & faisoient craindre aux Protestans de trouver dans les Magistrats Catholiques des Parties plutôt que des Juges. Mais l'utilité de cette loi devoit disparoître, lorsque l'affermissement de la tranquillité publique, l'habitude de vivre ensemble sous le même Prince, les liaisons du Commerce, des affaires, de la société, l'adoucissement des mœurs, le tems enfin & le dégout des anciennes disputes, auroient appris aux Catholiques les plus zelés, à distinguer la cause du Protestantisme de la cause du Protestant, & à rendre à celui-ci la justice due à tous les membres de l'Etat. Alors cette loi ne pouvoit plus servir qu'à former entre les Citoiens des deux Religions, une ligne de division de plus en plus marquée, à donner à l'une & à l'autre une consistance

40 DISCOURS

d'une fidélité à toute épreuve.

P

ta

e

fic

m

pi ai

Rd vbdLd&I

T C

X. L'état de la question ainsi fixé, voions à présent quel fond nous devons faire sur ces déclarations spécieuses tant de fois répétés contre la persécution, par les Catholiques modérés.

Il est vrai qu'ils condamnent avec beaucoup de chaleur, & je le veux croire avec autant de sincérité, les traitemens que les

politique, à confacrer à jamais la dépendance réciproque & l'enchaînement abusif des choses de la Religion & des choses civiles, contradictoire avec les vrais principes de la tolérance, & toujours funeste à la tranquillité publique. Rien n'étoit donc plus sage que d'abroger au moins ces deux dispositions de l'Edit de Nantes, dont la premiere même n'avoit déja plus d'exécution depuis le ministere du Cardinal de Richelieu. Cependant ces deux articles avoient été garantis par des

PRÉLIMINAIRE. 41

e,

n

iel

es

de

é-

0-

nt

&

de

es

la

ıî-

li-

a-

de

it

u

E-

re

n

le

-

36

Protestans ont essuiés dans certaines occasions. Ils ne se sont pas même scrupule d'en blamer les Auteurs & les instigateurs. Mais qu'un Protestant inconsidéré ne se laisse point séduire à de si belles apparences : cat quoique ces personnes déclament contre la conduite qu'on a tenue en certains cas particuliers, elles ne renoncent pas pour cela aux principes sur les-

promesses aussi solemnelles que les autres. S'il avoit été vrai que le Prince eut droit de faire des loix sur la Relig., & que la R. P. ne pût subsister dans l'Etat sans l'exposer à des nouvelles guerres civiles (ce que je suis bien loin de penser) la parole de Henri IV n'auroit pas dû arrêter Louis XIV. Celui-ci peut être condamnable aux yeux de la Religion & de la Politique, mais je crois que l'accusation de parjure ne doit être regardée que comme une vaine déclamation.

DISCOURS

quels on fonde ce droit prétendu de persécuter. En esset, il est bien dissérent de dire avec le Protestant, que la Religion Chrétienne ne donne aucun droit de persécuter les Hommes pour des matieres de pure conscience, ou de dire qu'on a pu faire un mauvais usage & des applications fausses de ce droit imaginaire. Or, jamais les Catholiques Romains ne pourront souscrire (6) à la premiere de ces

(6) [R. du Trad.] J'y souscris de tout mon œur, & je ne crois pas en être moins bon Catholique, au contraire : la Religion Catholique n'est responsable des opinions de ses Sectateurs, que lorsqu'elles sont consacrées par quelque décision de l'Eglise universelle. Or on n'en trouvera point qui établissent le droit de persécuter. Ce n'est donc pas un article de foi qu'on ne puisse abandonner sans cesser d'être Catholique.

Pi ac à fo gle

les co be

dé qu joi

la d rib qu'

raf

féc par vai

jug néo yeu

Vau

PRÉLIMINAIRE. 45 propositions, lors même qu'ils adhéreront de tout leur cœur à la derniere. Ainsi desqu'ils soutiennent toujours que l'Eglise Catholique Romaine conserve une autorité paternelle & une jurisdiction propre sur les hérétiques, leurs déclarations contre la persécution ne tomberont jamais que sur l'usage déplacé qu'on en a fait : ensorte qu'après tout, le droit étant toujours réservé, rien ne peut rassurer les Protestans contre la crainte d'en ressentir les terribles effets, toutes les fois qu'on jugera plus utile de persécuter que de tolérer. Or, des particuliers ou de simples Ecrivains ne seront point pris pour juges de cette utilité.

1

1

S

u

sit

1-

1

es

15

as

au

ue

de

es on

en le

nc Ne XI. J'ai donc pensé qu'il étoit nécessaire de mettre sous les yeux du lecteur Anglois les travaux & les souffrances de leurs

44 DISCOURS

M

fo

no

fic

fra

fet

les

pr

les

re

te

m

go en

rai

pe

tio

re

La

CO

no le

aff

ne

le

Freres Protestans dans les Roïaumes étrangers, & je me flatte que mes efforts pour les lui présenter sous leur véritable jour ne lui déplairont point. Les Hommes sont portes à juger des pais étrangers & des choses éloignées d'eux, par ce qu'ils ont accoutumé de voir dans leur propre pais; & comme nous sommes aujourd'hui assez heureux pour jouir dans ce Roiaume d'une liberté de conscience qui laisse à ceux qui different de l'Eglise nationale la plus entière sécurité, il est naturel d'imaginer que les Protestans étrangers ne sont traités que comme le sont parmi nous les Non-conformistes, outout au plus comme les Catholiques Romains (7) le font en Angleterre.

(7) [R. du Trad.] Si l'Auteur s'en tenoit à dire que le traitement qu'éprouvent les Catholiques Romains en Angleterre, est bien moins ri-

PRÉLIMINAIRE. 43

ne

es

le

t.

1-

es

ır

n

uı

115

de

ui

le

st

0-

és

us

au

0-

e.

en

é-

ns

i-

Mais de pareilles conclusions font bien trompeuses & peuvent nous éloigner de cette compassion que nous devons aux souffrances de nos Freres: en effet les Loix d'Angleterre contre les Catholiques, portent sur des principes bien différens de celles que les Princes Papistes ont rendues contre leurs sujets Protestans. Les Catholiques Romains sont moins considerés

goureux que celui qu'on fait souffrit en France aux Protestans, il auroit raison. Mais il soutient qu'on ne persécute en Angleterre qu'une faction contre l'Etat, & non une secte religieuse, & c'est un pur Sophisme. La loi en ce cas ne devroit être que contre le Catholique qui cabale, & non contre celui qui reste tranquille, elle devroit avoir lieu aussi contre le Protestant séditieux. L'Auteur assure que lorsque les Catholiques ne troublent point l'ordre public, les loix restent sans exécution; mais ils sont toujours exclus des charges

46 DISCOURS

dans ce Roïaume comme une secte religieuse que comme une faction contre l'Etat, dont la doctrine régnante sur la Religion & le gouvernement les conduit à machiner la ruine du

t

ti

t-

q

te

a

gu

qu

le

le

de

te

ta

ce

l'A

VI

dé

m

dr

d'a

fe

pu

CO.

publiques, & sujets à mille autres désagrémens, ce qui est une demie persecution. D'ailleurs n'est-ce pas un malheur très réel de n'avoir point un état certain. Ces loix qui restent sans exécution ne peuvent-elles pas se réveiller tout-à-coup : enfin ne peut-on pas rétorquer contre l'Auteur Anglois les mêmes termes dont il s'est servi contre nous, & lui dire que cette inexécution des loix penales, n'est à proprement parler qu'une persécution suspendue. Concluons de tout ceci que les Catholiques en Angleterre, font traites bien moins féverement que les Protestans ne le font en France, mais que ce traitement est toujours contraire aux principes de tolérance absolue, établis par l'Auteur; qu'un François pourroit appliquer aux Huguenots de France tous ses argumens, & prétendre

PRÉLIMINAIRE. 47

Protestantisme, comme ils l'ont tenté plusieurs fois, quoique sans succès, du moins jusqu'à présent. Mais à quelle intention, dans quelles occasions at-on porté contre eux toutes ces

10

ne

la

i-

es

lu

es

ie

as

nt

nt

as

ne

u-

nt

re

a-

ne

ns

en

ns

le

e-

n-1

ar

it

ce re qu'on poursuit en eux des Rebelles plutôt que des Hérétiques. Le Protestant répondroit peut-être avec avantage en soutenant que les Huguenots en France n'ont jamais été que sur la défensive; mais en feuilletant l'Histoire de nos guerres civiles, on trouveroit de leur part assez de cruautés, de perfidies, & d'intelligences avec les Ennemis de l'Etat pour appuier avec vraisemblance un raisonnement pareil à celui de l'Auteur Anglois; & la question deviendroit une question de fait qui dégénéreroit en injures & en récriminations des deux côtés. Ne vaudroit-il pas mieux établir de part & d'autre le principe de la tolérance, se hâter de la pratiquer, & se disputer la gloire d'en suivre toutes les consequences bienfaisantes,

Loix? Ce n'a certainement pas été, à Dieu ne plaise, pour les inquieter & les opprimer, mais seulement pour nous mettre en sureté nous mêmes. Ainsi, quoique les principes des Catholiques Anglois ne puissent mériter ni protection ni connivence de la part d'un Parlement Protestant, & de la maison Protestante d'Hanovre, cependant, lorsque leur conduite ne trouble point la tranquillité publique, ces Loix restent sans exécution. Ils jouissent en Angleterre de tous les avantages de la tolérance, sur toutes les matieres de conscience & de Religion, & cependant il est certain qu'à prendre leurs principes dans le jour le plus favorable, ils ne peuvent être Papistes sans nier l'autorité suprême du gouvernement Anglois, & fans se rendre eux-mêmes sujets d'une jurisdiction

PRÉLIMINAIRE. 49

jurisdiction (8) étrangere qu'ils

S

i-

)-

t,

1i-

é-

e-

r-

es

e,

ns

u-

ne

on

(8) [R. du Trad.] Voilà encore un exemple des fausses imputations dont on se sert pour rendre la doctrine Catholique odieuse à ceux qui ne la connoissent pas. Si tous les ouvrages des Ecrivains Catholiques ne devoient pas déposer à la postérité contre une pareille calomnie, qui ne croiroit sur la foi de cet Auteur, d'ailleurs assez modéré, que les Catholiques sont une espece d'hommes aveuglement dévoués au Pape, comme autrefois les Sujets du Vieux de la Montagne à leur Souverain; comme eux répandus dans tous les Etats & dans toutes les Cours pour bouleverser les Nations, & trancher les jours des Rois à son moindre caprice ? Cependant tout le monde fair que cette autorité du Pape ne s'étend que sur les choses spirituelles, dans l'esprit même de ceux qui lui attribuent l'infaillibilité. La doctrine pernicieuse du pouvoir des Papes sur le Temporel des Rois est aujourd'hui proscrite dans tous les Etats les plus Catholiques, & on n'y trouveroir pas un Curé de Village pour la prêcher.

50 DISCOURS PRÉL,

regardent comme souveraine & infaillible.

Que le Lecteur de bonne foi compare à présent leur sort avec celui des Protestans étrangers persécutés; qu'il se mette à la place de ces tristes victimes; qu'il se représente à lui-même fans secours, en proie à l'oppression, forcées d'abandonner ses possessions, ses amis, sa patrie, & de fuir loin de ses persécuteurs dans une terre étrangere, bornant ses désirs à y obtenir une retraite, même avec l'exclusion de tous les emplois publics, & ne demandant que le titre de Sujet fidele sous les plus fortes assurances de sa foumission au Gouvernement: alors le Dieu de charité lui infpirera pour les personnes placées dans de pareilles circonstances, des sentimens dignes d'un Chrétien & d'un Protestant.

QUESTIONS



QUESTIONS

IMPORTANTES

SUR

LE COMMERCE,

A l'occasion des oppositions au dernier Bill de naturalisation.

SECTION I.

Questions préliminaires sur les préjugés du Peuple, sur les termes d'Etranger & d'Anglois, sur les services que les Etrangers ont autrefois rendus au Commerce de cette Nation.

I. S I les préjugés populaires doivent être regardés comme la pierre de touche de la vérité?

C ij

Si ce n'est pas de cette source que font venues les plus vives oppositions contre l'établissement de la tolérance Chrétienne dans les trois Roiaumes, contre la plantation des haies & la cloture des héritages, contre les péages pour l'amélioration des grands chemins, enfin contre toute entreprise dictée par l'esprit public, contre toute invention utile & nouvelle? Si cette populace aveugle, dont les clameurs arrêtent depuis quarante ans la naturalifation des Protestans etrangers, n'est pas ce même peuple imbécille que nous avons entendu crier : l'intérêt terrien (6), point de

(6) [R. du Trad.] L'interêt terrien (landed-interest) c'est l'interêt des Propriétaires de terres, opposé à l'interêt des Propriétaires d'argent (money'd-interest) ou l'interêt rentier; Je me suis servi, au lieu de périphra-

sur le Commerce. 53 Commerce, point de marchands. II. Si ce mot Etranger n'em-

In de ces mots terrien & rentier, qui sont aussi François dans ce sens, que les mots landed & money'd étoient Anglois dans ce même sens, lorsqu'on s'en est servi pour la premiere fois. Par la multitude des emprunts auxquels les besoins, vrais ou faux de l'Etat, ont forcé le Gouvernement d'Angleterre depuis plus de soixante ans, la Nation se trouve chargée d'un capital immense dont elle paie l'interêt aux Particuliers qui lui ont prêté leurs fonds. Ces interêts se prennent sur les revenus de l'Etat, c'est-à-dire sur la taxe des terres & fur la confommation: delà la division de la Nation en deux parties, & l'opposition de leurs interêts. Le Propriétaire des terres, Créancier de l'Etat, voit à regret passer une partie des fruits de son champ & de son industrie dans les mains du Rentier, c'est-à-dire d'un Citoien oissf, d'un Usurier avide, qui sans rien produire dans l'Etat, en dévore la subs-

tance: La réduction de l'interêt & l'extinction des dettes de l'Etat, dûtelle être l'effet d'une banqueroute totale, sont l'objet des vœux avoués ou secrets de ce Parti. Le Propriétaire d'argent au contraire, se regarde comme le fourien du crédit public, & la ressource de l'Etat dans les tems orageux; il s'efforce de soutenir le prix des billets de banque, & autres valeurs fictives, en exagérant les effets de la circulation de l'argent & du mouvement rapide que lui donne l'agiotage de ces papiers. Il flotte sans cesse entre deux craintes, celle d'être remboursé, ou réduit à un interêr plus foible, si l'Etat devient trop riche, & celle de perdre par une banqueroute totale le capital & l'interêt, si la dette de l'Etat vient à surpasser ses forces. Ce Parti est en général plus dépendant de la Cour, parceque toute sa fortune, appuiée sur la sûreté des promesses du Gouvernement, seroit entierede mépris ? Si la nation Angloise a quelque droit de traiter

ment renversée avec lui dans la premiere révolution. La Cour par cette raison le favorise. Ces deux Partis ont succedé en Angleterre à ceux des Whighs & des Toris, dont on leur donnoit encore le nom il y a quelques années, & qui s'y font fondus insensiblement. On sait que ce nom de Whighs a fervi d'abord à distinguer les Presbytériens des Episcopaux ou Toris. Quelques tems après les Whighs étoient les Républicains, & les Toris les Partifans de l'autorité roïale. Enfin on donne aujourd'hui le nom de Whighs aux Propriétaires d'argent, parceque les gens de ce Parti, attachés au Roi Guillaume, & depuis à la Maison d'Hanovre, & Promoteurs de la grande guerre de 1700, & de presque toutes celles qui ont suivi, sont devenus Possesseurs de la plus grande partie des effets publics. Ainsi cette fameuse division de la Nation Angloise a été d'abord une dispute de

C iiij

ainsi le reste des Hommes? Si les Nationaux qui entrent dans

Religion, puis une querelle Politique, & est enfin devenue une discussion d'argent. Ce changement qui s'est fait d'une maniere lente, & en quelque façon inapperçue, est l'histoire abregée du caractere Anglois depuis un siecle, & c'est un spectacle assez curieux pour ceux qui étudient la marche du génie des Nations.

On sent aisément que toutes les matieres agitées dans le Parlement, sont envisagées relativement à ces deux interêts, & décidées par l'interêt réel ou imaginaire du Parti dominant. En général les Propriétaires d'argent desirent la guerre qui soutient l'interêt de l'argent plus haut, ils ont aussi cependant un grand interêt de soutenir le Commerce, dont la chûte entraîneroit celle du crédit public : les Propriétaires de terres haissent la guerre qui sorce à de nouveaux emprunts & à de nouvelles taxes. L'empressement de leurs Ad-

des desseins funcstes à leur pais, ne méritent pas le mépris qu'on a pour les Etrangers, & si au contraire les Etrangers qui font servir leurs vertus & leur in-

versaires, à exalter les avantages du Commerce & à confondre l'agiotage avec le Commerce, les a fouvent rendus indifférens sur les projets relatifs à cette grande partie de l'administration politique, & les a empêchés de sentir que le produit de la balance retombe toujours entre leurs mains; ce Parti d'ailleurs est plus nombreux, composé de la plus grande partie des Habitans des Provinces; par-là il est en quelque sorte plus peuple, plus attaché aux anciens préjugés, & plus sujer à s'aveugler sur son véritable interêt. pour peu qu'il soit difficile à saisir. On verra dans ce petit Ouvrage plusieurs exemples des effets de cette ignorance: la conservation des Communautés d'Arrifans, & les obstacles à la naturalisation des Etrangers, font les principaux.

Cv

dustrie au bien général de ce Rojaume, ne doivent pas être respectés comme de vrais Patriotes?

III. Si ce n'est pas aux leçons des Etrangers que nous devons toutes nos connoissances fur certaines Manufactures d'étoffes, draps, serges, droguets, soieries, velours, rubans, dentelles, cotons, toiles, papiers, chapeaux, fers, aciers, cuivre, laiton, &c. ? Si nos Ancêtres eussent agi en Hommes sages, s'ils eussent vraiment servi la Patrie, en empêchant ces Manufacturiers de s'y fixer? Ce-pendant leur établissement n'avoit-il pas à combattre les mêmes craintes chimériques dont on nous étourdit, & ne disoitt-on pas alors comme aujourd'hui, que ces Etrangers venoient ôter le pain de la bouche aux Anglois ?

SECTION II.

De l'introduction des nouvelles Manufactures, de la perfec-tion des anciennes, & de l'accroissement du Commerce.

I. SI l'on peut jamais savoir certainement, avant de l'avoir éprouvé, que les Etrangers ne peuvent ni introduire de nouvelles Manufactures, ni perfectionner les anciennes, & fixer à quel point la perfection du travail & le bas prix de la maind'œuvre peuvent influer sur notre commerce étranger?

II. S'il n'est pas certain au contraire que les Etrangers nous surpassent dans l'art de fabriquer plusieurs sortes de papier, d'étoffes de soie, de velours, de brocards, d'étoffes d'or &

C vi

1

2

9

(f) [N. de l'Aut.] Il y a une Loi portée la vingt-cinquieme année du regne de Charles II, & qui subsiste encore, pour la naturalisation de tous les Ouvriers en toiles & en tapisseries. Je ferai peut-être plaisir à quelques-uns de mes Lecteurs, de l'inserer ici.

ACTE.

Pour l'encouragement des Manufactures de Toites & de Tapisseries.

» I. Vu l'immense quantité de toi» les & autres ouvrages de lin & de
» chanvre, & la quantité de tapisse» ries de haute-lisse, qui sont jour» nellement importées des Païs
» étrangers dans ce Roïaumé, ce
» qui ne peut manquer de le ruiner

branches de celle des toileries, batistes, linons, &c; dans le des-

» & de l'apauvrir par l'enleve-» ment de ses monnoies, l'épuise-» ment & la diminution journa-» liere de ses capitaux, & le man-» que d'emploi de ses Pauvres; » quoique les matieres emploiées » dans la fabrique de ces tapisseries, » foient ici plus abondantes, plus » parfaites & moins cheres que » dans le Païs d'où elles font im-» portées; & quoique à l'égard du » chanvre & du lin, on pût en re-» cueillir ici en très grande abondan-» ce & d'une très bonne qualité, » si en établissant des Manufactures » destinées à emploier ces matieres, » on en ôtoit le profit à ceux qui » font en possession de les semer & » de les cultiver. " II. A ces causes, & afin d'encoura-

" II. A ces caules, & afin d'encoura-" ger ces différentes Manufactures, il " fera ordonné, & il est ordonné par " sa très Excellente Majesté le Roi, " avec & par l'avis & le consente-" ment des Seigneurs spirituels &

fein, la peinture, la sculpture, la dorure, dans l'art de faire des

» temporels, & des Communes af-» semblées dans le présent Parlement, & de leur autorité, qu'à compter du premier jour d'Octo-» bre prochain, il sera permis à tou-» tes personnes, de quelque qualité » qu'elles soient, natives de ce Roiaume ou étrangeres, d'exercer librement & fans paier aucune » réception, taxe ou bienvenue » dans toutes les Villes d'Anglererre » & du Païs de Galles, privilégiées » ou non privilégiées, incorporées » ou non incorporées, le métier & " l'art de broier, de teiller, de prépa-» rer le chanvre & le lin; comme » aussi de fabriquer & blanchir le " fil, d'ourdir, fabriquer, laver & blanchir toutes fortes de toiles faites de chanvre ou de lin seule-» ment ; comme aussi le métier & » l'art de fabriquer toutes fortes de » filets pour la pêche, & toutes for-» tes de cordages; comme aussi le » métier & l'art de fabriquer toutes

sur le Commerce. 63 carosses, dans l'Imprimerie, dans la Bijouterie, dans les Manu-

" fortes de tapisseries, nonobstant " toutes les Loix, Statuts ou Usages, " à ce contraires.

ſ-

à

-

é

e

T

e

e

e

C

» III. Tout Etranger qui aura éta-" bli ou exercé quelqu'une des Ma-» nufactures, ou quelqu'un des Arts » ci-dessus, véritablement & de » bonne foi, pendant l'espace de " trois ans, dans l'étendue, tant de » ce Roïaume d'Angleterre que de » la Principauté de Galles, & dans » la Ville de Berwick fur la Tweed, » pourra de ce moment jouir de » tous les priviléges dont jouissent » les Sujets naturels de ce Roïaume, » en prêtant préalablement les fer-» mens de fidélité & de suprématie, » en présence des deux Juges de » paix les plus voisins de son domi-» cile, autorisés à cet effet par ces

" Présentes.

" IV. Il est encore ordonné &

" déclaré que les Etrangers qui exer" ceront conformément au présent
" Acte, quelqu'un des métiers ci-

factures de faïance & de porcelaine, dans la préparation des cuirs, dans l'art de graver sur le verre, de tremper & d'adoucir l'acier? S'il n'est pas de l'intérêt de l'Angleterre de présenter à ces Etrangers un appas suffisant pour se les attirer & pour augmenter le nombre de ces mains utiles & industrieuses, qui sont incontestablement la sorce & la richesse d'un Etat?

ce

un

de

CO

l'i

br

n

nu

no

fe lia

po

ve

qu

M

el

er

da

la

ét

le

le

mais être assujettis à aucune taxe, subvention ou imposition, au-de-là de celles que paieront les Sujets naturels de Sa Majesté, à moins qu'ils ne fassent le Commerce avec les Païs étrangers, soit en important, soit en exportant des marchandises; auquel cas ils seront sujets aux mêmes droits que les Etrangers ont coutume de païer, mais pendant les cinq premieres années seulement, & non au-delà. Il eût été bien, à desirer que les dis-

sur le Commerce. 65

Grande Bretagne n'est plus sufceptible d'accroissement? Et si un plus grand nombre de mains, de nouveaux Intéresses, des correspondances multipliées; l'industrie, l'œconomie, la sobrieté devenues plus communes, n'augmenteroient pas nos Manusactures, notre commerce, notre navigation, & nos richesses nationales? Si même les liaisons que nos nouveaux Ci-

S

,

t

positions de cette Loi eussent été universellement connues, & que le Public en eût recueilli les avantages que le Législateur s'étoit proposés. Mais aujourd'hui elle paroît presqu'aussi parfaitement oubliée, que si elle n'avoit jamais existé. Quoi qu'il en soit, elle sussité pour prouver que dans l'opinion de nos Législateurs, la naturalisation des Manusacturiers étrangers est un moien d'emploier les Pauvres, & non pas de leur ôter le pain de la bouche. toiens conserveroient nécessairement avec leurs anciens compatriotes, n'ajouteroient pas au commerce de la Nation de nouvelles correspondances, de nouvelles commissions, de nouvelles branches de négoce?

SECTION III.

Des Materiaux pour le travail; & de l'emploi des Pauvres.

I. S I nous travaillons maintenant toutes les matieres premieres que la Grande-Bretagne & l'Irlande produisent ou pourroient produire, toutes celles qu'on pourroit tirer de nos colonies ou introduire de chez l'Etranger; ou, ce qui revient au même, s'il ne nous seroit pas possible d'emploier dans nos Manufacde

que ces Etr dui que lair

du mo

noi

noi auj mi rab

la pe eft

pa

en

sur le Commerce. 67 tures une plus grande quantité de laine, (g) de soie brute, de

(g) [N. de l'Aut.] Les opposans au Bill de naturalisation objectent que nous avons manufacturé dans ces derniers tems, sans le secours des Etrangers, toute la laine que produit ce Roiaume: de-là ils inferent que nous n'aurions point assez de laine pour occuper un plus grand nombre d'ouvriers, mais on les

prie de considérer,

1°. Qu'il est très possible que l'industrie perfectionnée, trouve des moïens pour élever & pour nourrir dans ce Roïaume un plus grand nombre de moutons qu'on ne fait aujourd'hui, non-seulement sans diminuer la quantité des terres labourables, mais même en faisant servir cette multiplication de bestiaux à procurer une plus grande fertilité; la méthode de nourrir des moutons pendant l'hyver avec des turuipes, est à peine connue dans la Principauté de Galles, & n'est que très peu en usage dans plusieurs Comtés

d'Angleterre, en sorte que les Habitans sont obligés de vendre au dehors les moutons dont leurs troupeaux s'augmentent chaque année, de peur d'être obligés de faire de trop grandes provisions de sourage pour l'hiver.

2°. Que les François embarquent de Bilbao tous les ans environ douze mille sacs de laine fine, indépendamment de la quantité immense de laine plus grossiere que la Provence & le Languedoc reçoivent de la Catalogne & du Midi de l'Espagne, pendant que les Anglois n'en reçoivent pas en tout cinq mille facs. Outre cela les Francois titent des laines d'Afrique, de Turquie, des Païs bas Autrichiens & de la Pologne. Marchés qui seroient ouverts aux Anglois comme aux François, si notre Commerce devenoit assez étendu pour cela.

3°. Si par le moien d'un Commerce libre & étendu, nous pouvions en échange de notre poisson & de fer;

nos

de conter de mên pour tion leme

que ject vroi con

moi

de

ce l nes l'en dev

de

nut gle foi

ces

sur LE COMMERCE. 69 fer; de cuivre, de laiton, d'é-

nos Manufactures, nous procurer une plus grande importation de foie crue, de coton, de lin, &c. pour les porter & les travailler dans notre Païs même, ce feroit la même chose pour ce Roïaume, que si la production de nos laines augmentoit réellement, parceque ce seroit un moien d'en réserver une plus grande quantité pour l'emploier à de

nouvelles fortes d'ouvrages.

\$

4°. Si les raisonnemens sur lesquels s'appuient nos faiseurs d'objections étoient fondés, il s'ensuivoit que les François devroient congédier au moins les trois quarts de leurs ouvriers en laine, puisque ce Païs produit à peine assez de laines pour le quart des ouvriers qui l'emploient aujourd'hui. Les Anglois devroient aussi chasser tous leurs Manufacturiers en soie, puisque l'Angletetre ne produit point du tout de soie crue. Telles sont les conséquences nécessaires d'un pareil principe,

taim (h), de plomb &c. que nous ne faisons aujourd'hui? Et si l'on peut jamais craindre de manquer de matieres à mettre en œuvre, aussi long-tems qu'on pourra en augmenter la production au dedans, ou l'importation du dehors?

II. S'il y a dans le fait un seul Païs dans lequel la terre ou le commerce laissent manquer la matiere au travail, quand l'activité & l'industrie ne man-

quent pas aux habitans?

III. S'il n'y a pas de trop

(h) [N. de l'Aut.] Un droit plus fort sur l'exportation de l'étaim brut, & un encouragement suffisant pour l'exportation de l'étaim travaillé, procureroient un emploi sûr à des milliers de Pauvres; par-là nous tirerions tout le prosit possible de ce métal, d'autant plus précieux qu'il est presqu'entierement dans nos mains.

ma que

la ma

Su

I. tio cir la

tra ble les pro

cla

de

ca

bonnes raisons à donner du manque d'occupation de quelques Hommes, sans recourir à la supposition du défaut de matieres?

e

1S a 1-

ŋ

d

p

S

r

S

SECTION IV.

Sur les causes du manque d'emploi des hommes,

I. S'IL n'y a pas une circulation du travail comme une circulation de l'argent? Et si la circulation de l'argent sans travail n'est pas plus préjudiciable qu'utile à la Société, comme les loteries & le jeu nous le prouvent d'une maniere trop claire & trop suneste?

II. Si, pour découvrir les causes du manque d'emploi des Hommes, il ne faut pas commencer par chercher les

causes qui embarrassent la cir-

mis

fag

être

ture

les

for

me

en

la

les pas

Br

ob

fer

fag

rap

for

art

&

VO

té

culation du travail?

III. Si un Etat mal peuplé est aussi favorable à la circulation du travail, qu'un Etat rempli d'habitans, qui se donnent les uns aux autres un emploi réciproque? Et s'il n'est pas au contraire bien remarquable que ce sont précisément les habitans des Provinces les plus désertes qui vont chercher au loin chez les Peuples les plus nombreux, l'ouvrage & l'emploi dont ils manquent dans leurs propres Païs?

IV. Si les monopoles, les priviléges exclusifs, les jurandes ne sont pas autant d'obstacles à la circulation du travail?

V. Si les besoins artisiciels des Hommes (i) habilement

⁽i) [N. de l'Aut.] Les besoins naturels de l'humanité ne peuvent mis

sur Le Commerce 73 mis en œuvre & réglés par de sages Loix ne sont pas le grand

être qu'en petit nombre, la nouriture, le vêtement, un abri contre les injures de l'air, voilà des choses fort simples sur lesquelles les hommes les moins industrieux peuvent, en général, se procurer tout ce que la vie animale exige. Mais comme les hommes dans cet état, n'auroient pas été fort éloignés de celui des Brutes, la plus grande parrie des obligations morales, qui forment l'efsence de la vertu sociale & de nos devoirs respectifs, y auroit été inconnue. Si donc il entre dans les vues sages de la providence, qu'il y ait un rapport réel & une subordination entre les différens membres de la société, il doit y avoir des besoins artificiels relatifs aux différens Etats; & mieux un homme remplit les devoirs de son rang, plus il est à portée de contribuer au bonheur genéral en donnant un mouvement conftant & régulier à la circulation du travail & de l'industrie dans tous les

D

74 QUESTIONS
ressort de la machine du com-

VI. Mais si lorsque ces besoins dégénerent en intempérance, en folie, en vice, ils ne devienment pas un grand obstacle au mouvement constant & régulier de cette machine, & s'ils ne tendent pas même nécessairement à l'arrêter enfin toutà-fait?

m

€e

in

tra

co

à-c &

Ci

far

car

me

lad

l'en par

Boi

COL

VII. Si le commerce, consideré sous le point de vue le plus étendu, n'a pas avec les principes de la bonne morale une liaison essentielle? Si en conséquence la corruption actuelle des mœurs ne doit pas être regardée comme la vraie cause pour laquelle tant d'Hommes manquent d'emploi, parce

ordres de la société auxquels il est enchaîné par des rapports multipliés. C'est là un des points essentiels par on l'Homme differe de la Brute. sur le Commerce.

que la débauche leur a fait perdre & le goût du travail & le crédit nécessaire pour se procurer des matieres à ouvrager ?

VIII. Si les besoins artisiciels des ivrognes sont par leur
nature aussi étendus, aussi commerçables, pour ainsi dire, que
ceux d'un peuple sobre, frugal,
industrieux, qui échange son
travail avec le nécessaire ou les
commodités de la vie, c'està-dire, avec le travail des autres
& qui augmente le nombre des
Citoïens en nourrissant des Enfans pour sournir après lui cette
carrière respectable?

IX. Si le jeu, la débauche, la mendicité, la paresse, les maladies, ne donnent pas aussi de l'emploi à quelques Hommes, par exemple aux Prêtres & au

Bourreau?

n

S

1-

e

ft

S.

ur

X. Si un peuple vicieux & corrompu travaillera à aussi bas

Dij

prix & aussi bien qu'un peuple vertueux & sobre? Si notre commerce étranger ne soussire pas par cette cause? Si la quantité de nos exportations n'augmentera pas sensiblement, lorsque nous travaillerons mieux & à meilleur marché que nous ne faisons? Et si nos vices nationaux ne sont pas encore, sous ce point de vûe, une seconde cause du manque d'emploi des Hommes.

po

Co

no

da

I.

na

fo

de

au

XI. Si dans toutes les contestations relatives à des points de commerce (lorsque par exemple le Marchand & le Fabriquant portent au Parlement des prétentions directement contradictoires,) il n'y a pas un moien facile & naturel pour reconnoître où se trouve le bien général & l'intérêt de la nation, en demandant quel système fera emploier plus de bras en Angleterre, quel sistème sera porter chez l'étranger plus d'ouvrages de nos Manufadures? La réponse à cette question ne seroitelle pas toujours la décision du procès?

XII. Une récrue d'Etrangers sobres, œconomes, industrieux, ne créeroit - elle pas de nouvelles sources d'emploi au dedans, & d'exportation au dehors?

SECTION V.

Examen des autres causes auxquelles on attribue le manque d'emploi des hommes.

I. S'IL est possible dans la nature des choses que tous les négoces & tous les métiers soient à la sois surchargés

S

r

n

4

(7) [R. du Trad.] S'il y a trop de mille Charpentiers pour fournir aux besoins de cent mille Habitans,

D iij

d'Hommes? Et si, (7) eu supposant que pour ôter à toutes les professions ce prétendu supersu, on retranche de chacune un certain nombre d'Hommes, en sorte que la même proportion subsisse entre elles, ceux qui resteront n'auront pas évidemment le même droit de se plaindre, qu'ils pouvoient avoir auparavant?

II. Si, tandis que chaque Marchand ou chaque Fabriquant pour son intérêt particulier trouve toujours que trop

pi

P

V

il y en aura trop de cent pour fournir au besoins de dix mille. Le nombre des Habitans est donc ici indifférent. La surcharge n'est donc qu'une disproportion entre le nombre des hommes dans un métier, & celui des hommes qui exercent les autres métiers: une surcharge repartie proportionnellement sur toutes les professions, laisseroit donc subsister entre elles le même équilibre, & ne seroit plus une surcharge.

de gens se mêlent de son négoce, il y en a cependant un seul, qui pense dans le fait (8) que le trop grand nombre d'Hommes occupés à d'autres professions lui ôte des pratiques?

III. Si une profession particuliere ou une branche de com-

(8) [R. du Trad.] Un Tailleur trouve qu'il y a trop de Tailleurs, mais le Cordonnier qui en paie d'aurant moins cher ses habits, trouve peut-être qu'il n'y en a pas assez, & réciproquement. Comptez lesvoix sur la prétendue furcharge de chaque profession en particulier, & vous trouverez d'un côté les seuls Artisans de chaque profession, & de l'autre tout le corps entier de la Société : la prétention de chaque profession, a toujours contre elle la pluralité des voix. C'est ainsi que Ciceron prouve la supériorité du courage des Romains fur les autres Nations, en opposant à la prétention de chacune l'accord de toutes les autres à lui préférer les Romains.

Diii

merce, quelconque se trouvoit quelquesois surchargée, (k) le mal ne porteroit-il pas avec lui son remede? Quelques-uns de ceux qui exercent ce métier n'en prendroient-ils pas un

fe

Pa

q

av

fe

le

di

a

de

ľ

21

(k) [N. de l'Aut.] Plusieurs métiers peuvent éprouver une sorte de fluctuation, par les variations des habillemens & les caprices de la mode, & par-là, il sera très souvent vrai qu'ils auront ou trop ou trop peu de mains. Dans une pareille circonstance les personnes attachées au métier que la mode abandonne, manquent effectivement d'emploi. Mais qui peut tirer de-là un argument contre le bill de naturalisation: la même chose n'arriveroit-elle pas, quand il n'y auroit en Angleterre que la dixieme partie du peuple qu'elle nourrit, & les Villes les moins habitées n'en font-elles pas tous les jours l'expérience?

Un deuil long & général dans une Nation, est encore une cause qui augmente prodigieusement la autre (9)? Ne se formeroient-il pas moins d'apprentifs pour un

demande d'une sorte de marchandise, & qui arrête totalement le débit de quelques autres, mais on ne peut pas empêcher de pareils hasards, ils pourroient arriver en France ou en tout autre Pais sans aucun rapport au nombre des Habitans.

(9) [R. du Trad.] Quelques vrais que soient ces principes, il faux avouer que les variations dans les modes, & les caprices des confommateurs, font souvent qu'une profession particuliere, se trouve réellement furchargée d'hommes. L'industrie fe met d'elle-même en équilibre avec les salaires offerts. S'il y a un métier où l'on gagne plus, un certain nombre d'Artisans abandonne celui ou l'oir gagne moins. Mais si la communication est interceptée entre les différens canaux de l'industrie par des obstacles étrangers.; si des reglemens téméraires empêchent le Fabriquant de se plier au goût du consommateur; si des

D v

métier devenu moins lucratif? Emploier un autre remede, ne feroit-ce pas, pour guérir un mal passager, en introduire de bien plus dangereux & bien plus propres à s'enraciner?

nombre de bras inocupés par le défaut de demande de leur

P

0

n

n

6

6

13

a

Communautés exclusives, des apprentiffages de dix ans pour des mériers qu'on peut apprendre en dix jours; fe des monopoles de toute espece, lient les bras à ce malheureux Artifan, qu'un changement de mode oblige de renoncer à un travail qui ne le nourrit plus, le voilà condamné par notre police à l'oisiveté, & forde mandier ou de voler. C'est winfi que par nos reglemens & nos Communautés , les hommes nous deviennent à charge. Mais est-celà un argument contre l'augmentation du nombre des Citoiens, ou contre nos Communautés exclusives & nos Reelemens:

politique, de chasser, ou d'appeller des consommateurs?

V. Je suppose qu'on chasse la moitié des Hommes qui sont actuellement dans la Grande-Bretagne, qu'importe quel nom on leur donne; je demande si c'est un moien de procurer plus de travail à ceux qui resteroient, & si au contraire, einq millions d'habitans de plus n'augmenteroient pas du double l'emploi des Hommes & les consommations?

Le Chevalier Josias Child n'a-t-il pas traité d'erreur populaire cette idée que nous avons plus de mains que nous n'en pouvons emploier? Etoitce un bon juge en matiere de commerce? Et n'est-ce pas une maxime incontestable que le travail d'un Homme donne de l'ouvrage à un autre Homme?

e:

Si

8.

D.vj

SECTION VI.

FAUX PRÉTEXTE: Commengons par trouver de l'emploi pour ces Etrangers, avant que les appeller.

il

q

C

at

ti

CE

fu

el

quil

di

ro

RÉPONSE.

I. D Ans quel pais a-t-on jamais naturalisé ou pu naturaliser des étrangers sur un semblable plan? Et sur quel autre objet voudroit-on écouter de pareils raisonnemens?

II. S'il falloit s'être apperçû d'un vuide dans quelques professions, & d'un vuide qui ne se rempliroit pas avant de permettre aux étrangers de s'établir parmi nous, quel métier ceux-ci trouveroient-ils à faire?
Et quels acheteurs voudroient attendre si long-tems?

III. Des jeunes gens ne se mettent-ils pas tous les jours apprentifs Boulangers, Bouchers, Tailleurs, &c? Ne s'établissent-ils qu'après s'être appercus de quelque vuide dans le commerce? Ou bien seroit-il possible qu'un Homme, lorsqu'il manque de pain, de viande, ou d'habits, attendît que les apprentifs eus-fent sini leur tems & levé boutique pour leur compte?

IV. Quel vuide éprouve-t-on actuellement en Hollande? Si cependant quarante mille étrangers se présentoient pour s'y fixer, croit-on que leurs offres

fussent rejettées?

t

S

V. La quantité du travail & les occasions d'emploi ne sontelles pas en proportion de la quantité du peuple ? Si donc il n'y avoit dans cette Isle que dix mille habitans, n'y en auroit-il pas encore quelquesuns qui manqueroient d'ouvrage? N'est-ce pas là précisément le cas où sont les Sauvages de l'Amérique auxquels nous ressemblerions alors à cer égard?

La

I.

un

du

Ar

60

dit

pro

du Si

2V

dé

m

ma

de

eu

m

VI. Si, tandis que nous n'aurions que dix mille habitans, plusieurs manquoient d'un emploi constant & régulier, seroit-ce une raison pour ne pas appeller parmi nous des Etrangers? Ou si ce manque d'emploi pour les naturels est une raison sussissant est contre l'admission des Etrangers, ne doit-elle pas autant porter à désendre qu'on fasse des Enfans avant que ceux qui sont déjà nés soient pourvûs d'Emploi?

VII. Combien ne nous éloignons-nous pas de cetre politique dans l'administration de nos colonies, où nous favons à bien le prix du nombre des Hommes?

SECTION VII.

La multiplication des Habitans est la force d'un Rosaume.

S

n

e

S

e

1

e

e.

à

5

5

I. S'Il n'y a pas dans la Bible un certain passage à l'égard duquel presque toute la nationa Angloise semble s'être rendue coupable d'une infidélité héréditaire? C'est au chap. 14. des proverbes y. 28. La multitude du peuple est la gloire du Roi. Si ce passage s'accorde biens avec la maxime que nous avons déjà trop de peuple?

II. Si les François n'ont pas, mieux que nous, rendu hommage à cette leçon du plus sage des Hommes. Si tandisque chez eux le gouvernement invite au mariage par les voies puissantes de l'honneur & de l'intérêt, les

plus petits Marguilliers de Village ne s'arrogent pas souvent chez nous le droit d'empêcher qu'on ne publie les bans de ceux qui pourroient devenir, le moindre du monde, à charge la Paroisse?

pal

fer

nei

fuf

no

&

l'in

cel pel

lau

tol de

(10

lier

là 1

éte

por me

la

tiq

re

ma

Pai

pai

III. Si le jeune Duc, de Bourgogne parvenu à l'âge de trente ans ne pourra pas conduire dans les combats un corps considérable de jeunes gens à la fleur de leur age & qui lui auront du leur naissance ? Et si l'on doit espérer qu'un seul Anglois battra dix de ces jeunes foldats ?

IV-Quelle est la force d'un état? Toutes choses égales, l'Etat le plus fort n'est-il pas

le plus peuplé?

V. Une nation pauvre peutelle armer & entretenir de grandes forces navales ? Un pais mal peuplé peut-il n'être pas pauvre? Et ce pais peut-il réferver pour combattre ses ennemis un nombre d'Hommes suffisant sans faire un préjudice notable à la culture des terres & aux Manusactures?

il-

nt

er

de

le

de

le

1-

ps a

ui Et

ul

17-

n

ıs

VI. Lequel entend le mieux l'intérêt de l'Angleterre, de celui qui dit qu'elle est trop peuplée, ou du Chevalier Guillaume Petry qui souhaitoit que tous les habitans de l'Ecosse & de l'Irlande sussent transportés (10) en Angleterrre, & qu'après

lier Guillaume Petty ne faisoit pas là un souhait bien raisonnable. Une étendue de terre déterminée peut porter une certaine quantité d'hommes, & quand elle n'y est pas, c'est la faute de l'administration. En politique comme en œconomie, la terte est la seule richesse réelle & permanente: quoiqu'il soit vrai qu'un Païs peu étendu puisse quelques sois, par l'industrie de ses Habitans, l'empar l'industrie de ses Habitans, l'empar l'industrie de ses Habitans, l'empar l'industrie de ses la serior de le contra de la contra del la contra de la contra

90 QUESTIONS

cela ces contrées fussent sub-

Pr

h

au

où

pe

leu

VII

EO

lif.

bi

Ľ

I.

ď

au

de

Pa

mergées par la mer?

VII. Cette idée étroite que nous avons trop d'Hommes ne conduiroit-elle pas à penser qu'il est avantageux à la nation qu'un si grand nombre de ses Citoiens s'otent la vie à eux-mêmes, sans quoi nous serions encore plus surchargés d'Habitans?

VIII. Y a-t-il au monde un pais où les exécutions de justice soient aussi fréquentes qu'en Angleterre? Y en a-t-il un où le nombre de ceux qui abrégent eux-mêmes leurs jours par la débauche & l'intempérance soit aussi grand?

IX. Y a-t-il une seule nation

porter sur un Païs beaucoup plus vaste dans la balance du Commerce & de la politique, relle est la Hollande: mais d'autres Païs n'ont qu'à vouloir.

Protestante ou Catholique, où la mode de vivre garçon air autant prévalu que parmi nous? où les mariages produisent aussi peu d'Enfans? Et où il périsse autant de jeunes gens depuis leur naissance jusqu'à l'âge de vingt & un ans? Y a-t-il par conséquent un païsoù lanatura-lisation des Etrangers soit aussi nécessaire qu'en Angleterre pour y conserver le même sond d'Habitans qu'elle a aujourd'hui?

16-

ue

ne

ı'il

un Ci-

nê-

ns

a-

un

ce

nt la

oit

on

us

ce

12

SECTION VIII.

L'augmentation du Peuple est la richesse d'un Etat.

I. Q Uelles sont les richesses d'un Etat? Qui donne la valeur aux terres, si ce n'est le nombre des habitans? Et qu'est-ce que l'argent autre chose, qu'une me-

fure commune, une espèce de taille (11) ou de jettons, qui sert à évaluer, ou si l'on veur à exprimer, le prix de quelque travail dans chacun de ses passages d'une main dans l'autre?

n'e

tie

du

mé

pai la

Tr

au:

refe

Il

mi

de

me

99

93

23

22

.

33

33

93

II. Si le travail est la vraie richesse, si l'argent n'en est que le signe, le pais le plus riche n'est-il pas celui où il y a le plus de travail? N'est-il pas celui où les habitans plus nombreux se procurent les uns aux autres de l'emploi?

III. Un païs mal peuplé at-il jamais été riche? Un païs bien peuplé a-t-il jamais été pauvre?

IV. La Province de Hollande

(11) [R. du Trad.] Tailles, ce font de petits morceaux de bois sur lesquels les Boulangers & les Bouchers, font des entailles qui leur fervent de signes pour compter le pain & la viande qu'ils fournissent.

de

qui eut jue

af-

e?

aie

ue

he

lus

lui

eux

res

2-

aïs

été

de

ce

fur

ou-

eur

le

(1) [N. de l'Aut.] Les sentimens du feu Prince d'Orange fur ce sujet. méritent beaucoup d'attention, tant par l'autorité de sa personne, que par la solidité de ses raisons, dans le Traité intitulé: Propositions faites aux Etats généraux pour relever & réformer le Commerce de la République. Il observe pag. 12 & 13 que, parmi les Causes morales & politiques de l'établissement & de l'avancement du Commerce, la principale a été, » La maxime inaltérable & la » loi fondamentale d'accorder un » libre exercice à toutes les Reli-» gions, cette tolérance a paru de » tous les moiens le plus efficace, » pour engager les Etrangers à s'é-» tablir & à se fixer dans ces Pro-» vinces, & dès lors le plus puif-» fant ressort de la population, la » politique constante de la répu-» blique, a été de faire de la Hol-" lande, un asyle assuré & toujours » ouvert pour tous les Etrangers

de Devon? N'a-t-elle pas dix fois plus d'habitans & au moins vingt-fois plus de richesses? Ne suffit-elle pas à des subsides plus forts pour les besoins publics? N'est-elle pas en état d'entretenir des flottes & des armées plus considerables? for

de

& gle

Fr

de

t-e

qu

fur

ce

ľA

n 1

D (

w f

n t

20 I

a)]

20 1

a) 1

,,]

p 1

V. Quand est-ce que la balance du commerce panche en faveur d'une nation contre une autre? S'il y a en France ou

» persecutes & opprimes, jamais

» ni alliance, ni traités, ni égards, » ni follicitations de quelque puif-

» fance que ce foit, n'ont pu affoi-

» blir ou détruire ce principe, ou

» détourner l'état de protéger ceux » qui sont venus s'y réfugier pour

y trouver leur sûreté.

» Pendant le cours des persécu-

vions exercées dans les différens

Pais de l'Europe, l'attachement

ninvariable de la république à cet-

re loi fondamentale, a fait qu'une

s foule d'Errangers s'y sont non-

en Suéde quarante mille perfonnes emploiées à des ouvrages destinés pour l'Angleterre, & & dix mille seulement en Angleterre qui travaillent pour la France ou la Suéde, à laquelle de ces Nations la balance serat-elle avantageuse? Si l'on avoue que la France & la Suéde ont sur nous l'avantage de la balance, n'est-il pas de l'intérêt de l'Angleterre d'attirer chez elle

dix

ins

es?

des

pu-

tat

des

ba-

en

ne

ais

ls.

uf-

oi-

OU

ux

ur

u-

ns

nt

et-

ne npresent réfugiés eux - mêmes avec tous leurs fonds en argent comptant, & leurs meilleurs effets, mais qu'ils ont encore introduit & fixé dans le Païs différentes Fabriques, Manufactures, Arts & Sciences, qu'on n'y connoissoit pas, quoique les matieres nécessaires pour ces Manufactures nécessaires pour ces Manufactures nécessaires pour ces Manufactures nécessaires pour ces manquassent en Hollande, & qu'on ne pût les paire venir des Païs étrangers qu'an vec de grandes dépenses.

of QUESTIONS

& d'enlever à ces deux Rollaumes cet excédent de Manufacturiers qui fait leur supériorité?

VI. Quel est le meilleur moien d'affoiblir les Etats voifins dont la puissance & l'industrie nous sont ombrage? Est-ce desorcer leurs Sujets à rester chez eux, en resusant de les recevoir & de les incorporer parmi nous, ou de les attirer chez nous par les bons traitemens, & en les faisant jouir des avantages des autres Citoïens?

I

q

te

C

re

fi

16

C

VII. Si l'on vouloit faire une estimation générale des richesses de l'Angleterre, par où s'y prendroit-on pour les supputer? Par le nombre des acres de terre? Par celui des maisons? Par la somme des capitaux? Par la quantité de marchandises? Mais d'où tout cela tiret-il sa valeur si ce n'est du nombre

SUR LE COMMERCE. 97 bre des habitans qui possedent, emploient, acherent, vendent voiturent, & exportent toutes ces choses, ou ce qu'elles produisent.

u-

0-

ur

)iıfce

ez oir

ıs, ar es es

ne

ef-

r? de

s?

e-

11-

10

SECTION IX.

La multiplication des Habitans augmente le revenu du Pro-priétaire des Terres.

I. L. Es terres voifines de Londres ne sont-elles pas affermées quarante fois plus haut que les terres d'une égale bonté situées dans les Provinces éloignées de l'Angleterre, dans la Principauté de Galles, ou dans l'Ecosse? D'où vient cette différence dans le revenu des terres, si ce n'est de la différence dans le nombre des habitans? Et si ces terres éloignées produisent

doivent-elles pas à la facilité d'en transporter les fruits dans

des lieux plus peuplés.

II. Si l'on pouvoit transporter la Ville de Bristol à quarante milles du lieu qu'elle occupe, toutes les terres qui l'environnent aujoure qui ne baisseroient-elles pas de valeur?

qi

ui

d

I

Br

po

de

du

qu

Pr

m

III. Si la peste enlevoit cent mille Hommes dans les Provinces du Nord ou de l'Ouest de l'Angleterre, & qu'on ne pût y venir d'ailleurs, le revenu des terres ne tomberoit-il pas

fur le champ?

Si au contraire, cent mille étrangers de différentes professions alloient s'y fixer & augmenter la consommation des denrées produites par les terres voisines, ne verroit-en pas la valeur de ces terres croître à proportion, IV. Comment les Fermiers pai ront - ils le prix de leurs b x, s'ils ne trouvent point de marché pour vendre? Et qu'est-ce qu'un marché si ce n'est un certain nombre d'habitans rassemblés?

SECTION X.

L'amélioration des Terres dépend de la multiplication du Peuple.

I. S I les terres de la Grande-Bretagne sont autant en valeur qu'elles puissent l'être? Et pourquoi un acre de terre voisin de quelque grande Ville pro-duit-il dix sois plus de grain qu'un acre de terre n'en rapporte ordinairement dans les Provinces éloignées, quoique la qualité de la terre soit la même, & qu'il n'y ait de dif-

E ij

LOO QUESTIONS

férence que dans la culture?

VC

at

m

re

fe

le

ar

m

no

m

fo

re

ét

pl

Ot

pa

fo

q

Si c'est le fumier des Villes qui cause cette fertilité: d'où vient ce sumier, d'où viennent toutes sorres d'engrais, n'est-ce pas de la multitude des habibitans?

II. N'y a-t-il pas des millions d'acres de terres possédés par des particuliers, (sans compter nos communes, nos marais, nos bruseres & nos forêts) qui rapporteroient en denrées de toute espéce dix fois plus qu'ils ne sont aujourd'hui, s'ils étoient bien cultivés, & si la demande encourageoit la production!

III. Quel motif peut porter un Gentil-homme à cultiver & à améliorer ses terres, si le prosit n'est pas au moins égal à la dépense qu'il y fait ? Et quel sera ce prosit dans une Province éloignée de la mer, si de nouveaux habitans ne viennent pas augmenter la conformation en même proportion que les denrées?

IV. Est-ce avec raison qu'on se plaint aujourd'hui de ce que les païsans aiment mieux faire apprendre à leurs Enfans des métiers faciles que de les destiner aux travaux pénibles de l'agriculture? L'exclusion des étrangers remédiera-t-elle à ce mal?

V. Puisque les campagnes sont la source commune qui fournit des Hommes aux dissérens métiers & à la livrée, ces étrangers qui viennent ici remplir les fonctions de manœuvres ou de domestiques ne sont-ils pas qu'on enleve moins de personnes à la charue? Je suppose qu'on renvoie tous ces étrangers, ne saudra-t-il pas que leur place soit remplie par des

102 QUESTIONS

gens qui sans cela auroient été toujours occupés aux travaux de de

te

le

re

la

bi

8

la campagne?

VI. N'avons-nous plus de lumieres à attendre des autres nations sur les moiens de perfectionner l'agriculture, & sommes nous sûrs que ces mêmes étrangers de qui nous tenons tant de découvertes utiles sur la culture des prairies, le jardinage, & les autres parties de l'œconomie rustique, n'ont plus rien à nous apprendre?

VII. Un pais mal peuplé a-t-il jamais été ien cultivé? Dans quelles Provinces de l'Angleterre les terres sont-elles aujourd'hui améliorées avec plus de soin? dans celles qui ont le moins d'habitans ou dans celles qui ont le moins d'habitans ou dans celles qui ont le moins d'habitans ou dans celles qui on part le plus.

celles qui en ont le plus?

VIII. Est-il de la prudence & de la bonne politique de laisser de si vastes terreins en landes & en communes auprès de la Capitale du Roïaume? A quoi servent aujourd'hui ces terreins, qu'à rassembler les voleurs, à faciliter leurs brigandages, & à leur assurer une retraite contre les poursuites de la justice? Si ces landes étoient bien cultivées, fermées de haies, & remplies d'habitans, tous ces désordres auroient-ils lieu?

SECTION XI.

Les deux interêts du Roiaume; l'interêt terrien, l'interêt du Commerce, rentrent l'un dans l'autre.

I. Quel est le véritable intérêt terrien? Un projet avantageux au commerce de la nation peut-il jamais être opposé à l'intérêt des possesseurs des terres?

E iiij

104 QUESTIONS

II. Si notre commerce tombe, si nos rivaux s'emparent de nos arts, si les maisons sont abandonnées, les Marchands dispersés, & les Manufacturiers forcés de chercher une autre patrie, que deviendront alors nos fermes & nos herbages? Comment le tenancier paierat-il sa rente? Comment le Gentil-homme pourra-t-il soutenir son rang, son état, & satisfaire aux taxes & aux réparations?

III. Si le commerce est encouragé, si le nombre des Marchands & des Manufacturiers
augmente, si toutes les chaînes
& les entraves qu'on a données
au comprete sont un jour brisées, si la circulation devient
par là plus vive & les débouchés
plus assurés, où les prosits qui en
doivent résulter, iront-ils ensin
se rendre? N'est-ce pas dans la
main du Propriétaire des terres?

lion res, clur des giffe pre dup ofer

Sitt

pub

6

tab pai pro IV. Lorsque les Gentilslommes qui possedent des terres, se laissent entraîner à exclure les étrangers & à imposer des charges au commerce, n'agissent-ils pas contre leur propre intérêt? ne sont-ils pas dupes de ces monopoleurs, qui osent mettre un vil intérêt personnel en balance avec l'intérêt public?

SECTION XII.

Situation des Etrangers qui ont de l'argent dans nos fonds publics, & des Commerçans & Artifansriches qui vivent dans certains Pais de l'Europe.

I. Le travail étant incontestablement la richesse d'un pais, quelle espèce d'habitans produit le plus de travail? ceux

E. v

qui ne peuvent se procurer qu'un petit nombre de choses de commodités ou d'agrément? ou ceux qui sont assez riches pour en paier beaucoup? Si co sont les derniers, n'est-ce pas l'intérêt de la nation d'inviter tous les étrangers qui ont de l'argent dans nos sonds publics à le venir dépenser parmi nous?

do

qu

ça

ho

po

dai

&

le p

mo

en:

roît

fets

II. S'il y a dans nos fonds publics entre 15 & 20 millions sterling dûs à l'étranger, ne doit-on pas regarder les biens de chaque particulier comme engagés au paiement de cette somme? En ce cas n'est-ce pas l'intérêt de l'emprunteur d'inviter & d'engager le prêteur à résider chés lui, à acheter tout ce dont il a besoin des laboureurs & des ouvriers de son païs, & à lui païer ainsi une sorte de rente qui le dédommage de l'engagement d'une partie de

sur Le Commerce. 107 les fonds? Le prêteur doit-il donc solliciter comme une grande faveur & acheter à prix d'argent la permission de dépenser sur les terres de l'emprunteur l'intérêt de l'argent emprunté?

III. Ne peut-on pas citer des exemples récens d'étrangers qui, après avoir pourvû à la sureté de leur argent en le plaçant dans nos fonds publics, ont cependant préféré de vivre hors de l'Angleterre à cause de l'aversion que les Anglois ont

pour les étrangers?

IV. N'y a-t-il pas des païs dans l'Europe où les Négocians & les artifans font traîtés avec le plus grand mépris, sans autre motif que leur profession? N'y en a-t-il pas où ils n'osent paroître riches & mettre leurs esfets à découvert? L'adoption de pareils citoïens seroit-elle donc désavantageuse au Roïau-

E vj

108 QUESTIONS

me? Toutes les voix de la nation ne devroient-elle pas au contraine se réunir, pour les inviter à venir partager avec nous le bonheur de vivre sous un Gouvernement libre?

V. Les ouvriers, les commerçans, les artistes étrangers, sont-ils familiarisés avec la nature de notre constitution? Savent-ils approfondir & débattre des questions de politique comme nous autres Anglois? Et quand ils entendent dire que le Bill de naturalisation a été rejetté par les représentans de la nation, peuvent-ils en conclure autre chose, sinon que nous refusons aux étrangers Rentrée de notre pais, ou qu'au moins les Loix du Roïaume ne leur accordent pas la même protection qu'aux naturels? Ne devons-nous pas chercher à les détromper sur un point aussi important?

fi c

8

me

CO

elli

po

tro

SECTION XIII.

Des Taxes de toute espece, & particulièrement de la Taxe pour les Pauvres.

I. Q Ui paie toutes les taxes, fi ce n'est le travail des peuples & les denrées qu'ils confomment? Dans quels pais par conséquent les taxes produisent elles davantage? dans ceux qui ont le moins ou le plus d'habitans?

II. S'il est nécessaire de lever tous les ans une certaine somme pour les besoins du Gouvernement & pour paier l'intérêt des dettes publiques, & s'il se trouve quelques non valeurs dans les dissérentes branches des douanes & des excises, comment suppléera-t-on à ces

mon-valeurs, si ce n'est en augmentant la taxe sur les terres? Tous les possesseurs de terres ne sont-ils pas par conséquent aussi intéressés que les autres à favoriser de tout leur pouvoir l'augmentation du nombre des habitans?

aujo

étal

ans

def

de

vre

tax

dro

ply

des

dé

me

ne

te

ét

de

fe

av

le

III. Les François réfugiés ne font-ils pas chargés d'entretenir leurs pauvres, & ne font-ils pas même imposés dans quelques lieux pour le soulagement des pauvres Anglois? si ce fait est vrai, sous quel prétexte s'écrie-t-on que le Bill proposé augmenteroit la taxe des pauvres?

IV. Le commerce ou les terres en souffriroient-elles s'il venoit dans le Roïaume assez d'étrangers pour contribuer de vingt ou trente mille livres sterling par an, à l'entretien des pauvres & soulager d'autant les nationaux?

SUR EE COMMERCE. ITT

V. Supposons qu'on chassar aujourd'hui tous les étrangers établis ici depuis soixante-dix ans & plus, ainsi que tous leurs descendans, seroit-ce le moien de diminuer le nombre des pauvres Anglois ou de réduire la taxe imposée pour leur entretien? Le fardeau n'en deviendroit-il pas au contraire encore plus pésant pour les possesseurs des terres)

VI. Le meilleur moien de décider s'il est expédient d'admettre parmi nous les étrangers, ne seroit-il pas de faire un compte exact entre les Anglois & les étrangers établis ici depuis plus de soixante-dix ans ? de dresser une espèce de bilan des avantages qu'ils se sont mutuellement procurés, rédigés sous la forme de dettes & de créances réciproques ? A peu prèsainsi:

me Questions

Dette de l'Anglois à l'Etranger.

Confommation faire par celuiti de nos denrées & de nos Manufactures. Augmentation du revenu des maisons & des terres. Accroissement de notre commerce & de notre navigation. Taxes, Douanes & Excifes paiées par les Etrangers.

Dette de l'Etranger à l'Anglois.

Sommes avancées ou données par charité à quelques Etrangers.

De quel côté pencheroit cette énorme balance ?



Du

de i Estqu'i rabl mer

nati

i C

o t

33 (

17

SECTION XIV.

Du Droit de naissance (m)
d'un Anglois.

I. Q U'EST-CE que ce droit de naissance, d'un Anglois? Est-ce un droit, un privilége qu'il ait d'être pauvre & misérable, tandis que ses voisins augmentent leurs richesses & leur tommerce? Un pareil droit de naturalité vaudroit-il douze sols,

(m) [N. de l'Aut.] " Mais pour " en revenir au sujet que je traite " c'est-à-dire à l'examen de ce qui " arriveroit si les Wighs avoient " le dessus, le bill de naturalisa-" tion, qui vient d'être rejetté, pas-" seroit encore en loi, & le droit " de naissance d'un Anglois, seroit " encore réduit à ne pas valoir douze " fols. L'examinateur, n°. xxy Jany. 1710. 114 QUESTIONS

& mériteroit-il qu'on cherchât

à le conserver?

II. Quels sont les gens qui travaillent à priver les Anglois de leur droit de naissance? ceux qui proposent les moiens de rendre l'Angleterre riche, florissante, le centre des arts & le magazin des nations? ou ceux qui voudroient enchaîner & borner son commerce, favoriser les monopoles, les associations exclusives, & s'opposer à la multiplication des habitans & à l'emploi de l'industrie, sous prétexte de conserver la pureté du sang Anglois?

te

no

dr

qu

CO

pr

le

qu

III. Tout ce qui tend à nous priver des profits attachés au travail ne donne-t-il pas atteinte aux véritables droits de notre naissance? Toutes les gênes & les restrictions par lesquelles les Anglois sont forcés d'acheter plus cher & de vendre à plus

bas prix, ne sont-elles pas autant d'entreprises sur leurs droits & leurs libertés? Qui sont les vrais coupables de ces attentats?

IV. A-t-on jamais inseré dans aucun Bill pour la naturalisation quelque clause qui tendît à priver les Bourgeois de nos Villes de Jurandes, de leurs droits, & de leurs priviléges? Et les promoteurs de ces Bills n'ont-ils pas toujours déclaré que les Membres des Jurandes conserveroient ces prétendus priviléges aussi long-tems qu'ils le voudroient, & jusqu'à ce qu'ils demandassent eux-mêmes à en être débarassés?



SECTION XV.

Du véritable interêt des Anglois.

I. Q U'est-ce que les priviléges des Maîtres? Sont-ils réels ou imaginaires? Les habitans de Birmingham, de Manchester, & de Leeds (12) accepteroient-ils de pareils priviléges, si on les leur offroit?

II. Les Artisans de Westminster sont-ils plus pauvres, parcequ'ils sont privés des libertés de la Cité, les Artisans de

(12) [R. du Trad.] Les arts & les métiers sont libres dans ces trois Villes: on n'y achete point la Maîtrise, ce sont les trois Villes d'Angleterre où il y a le plus d'ouvriers, & où les Manusactures ont fait le plus de progrès.

Lon

l'exc

(1 exerc qu'oi s'il 1 dans les p dans bour & d le T quar réfug ce fo crés le no Il fe anci dust com acco que

cetti

Londres sont-ils plus riches, parcequ'ils en jouissent (13)?

III. Si un Artisan profite de l'exclusion donnée à ceux qui ne sont pas Maîtres & vend

(13) [R. du Trad.] Nul ne peut. exercer un métier à Londres dans ce qu'on appelle les libertés de la cité, s'il n'est reçu Maître, au lieu que dans le Fauxbourg de Westminster, les professions sont libres, ainsi que dans la Ville même de Paris le Fauxbourg S. Antoine, la rue de Jussienne & d'autres lieux privilégiés comme le Temple, l'Abbaïe &c. où les trois quarts de l'industrie de Paris, sont réfugiées. Il est affez singulier que ce soit précisément aux lieux consacrés au monopole qu'on ait donné le nom de franchises ou de libertés. Il semble que par les idées de notre ancienne Police, le travail & l'industrie, soient désendus par le Droit commun, & qu'on ait seulement accordé par grace ou vendu à quelques particuliers des dispenses de cette loi.

plus cher; la même raison ne fait-elle pas qu'il achéte aussi plus cher des autres Artisans? S'il veut n'avoir point de rivaux, les Maîtres des autres métiers n'auront-ils pas le même motif pour désirer de n'en point avoir? Et lorsque ceux-ci seront parvenus à détruire leurs concurrens, celui-là n'y perdra-t-il pas des gens qui auroient pû devenir ses pratiques?

IV. Chaque Artisan ne veutil pas acheter au meilleur marché & vendre le plus cher qu'il est possible? Mais comment cela peut-il être, tant que le commerce ne sera pas libre?



Da

I. Crivathors

aien

térie cune que la fane s

gens

men

SECTION XVI.

Dans le Commerce, si l'on n'a pas des Rivaux au dedans, on en a au dehors.

I. S I l'on a nécessairement des rivaux ou au dedans ou au dehors, lequel fait le plus de mal au Roïaume, que nos négocians aient pour concurrens leurs compatriotes ou des étrangers?

II. La concurrence dans l'intérieur a-t-elle jamais nui à aucune nation; & ce proverbe
que la sagesse va avec les sols, &
la folie avec les livres sterling,
ne se vérifie-t-il pas sensiblement dans la personne de ces
gens qui s'opposent à toute concurrence entre les Marchands,
les gens de métier, & les Artistes?
III. Qu'est-ce que le bien pu-

blic? n'est-il pas pour la plus grande partie l'esset naturel de l'émulation entre les membres de la même société? & que deviendroient l'industrie, la tempérance, la frugalité, & le désir d'exceller dans son art, si l'émulation n'éxistoit pas?

IV. Lequel vaut mieux pour le public, ou des associations entre nos Manufacturiers & nos Marchands? ou d'une grande concurrence entre eux? Laquelle de ces deux choses tend le plussortement à hausserle prix de nos exportations, & à diminuer nos richesses?

V. Si nos Marchands de Portugal se plaignent qu'ils perdent quelquesois, ou qu'ils ne gagnent pas assez sur les draps qu'ils envoient à Lisbonne, serons-nous bien de suprimer la moitié de nos Fabriques de Araps? & si nous prenions ce

parti.

in

ron

a n

fon

ou

sur le Commerce. 121
ti, le vuide qui s'ensuivroit dans
la consommation du Portugal,
ne seroit-il pas bientôt rempli
par les François, les Hollandois?
Nos ouvriers en draps n'iroientils pas bientôt chercher en
France & en Hollande, l'occupation que nous leur aurions
interdite chez-nous?

SECTION XVIL

Examen de cette Objection:

Que les Etrangers ôteroient le pain de la bouche à nos Compatriotes, & nous enleveroient les secrets du Commerce.

I. QUELS Etrangers enleveront plutôt le pain de la bouche à nos compatriotes? ceux qui sont au dedans du Roïaume, ou ceux qui sont au dehors?

F

voient voir avec un télescope ces Marchands & ces Manufacturiers qui dans toute l'Europe travaillent à les supplanter & à faire tomber le débit de leurs Fabriques, ne diroient-ils pas alors avec bien plus de vérité: voilà, voila ceux qui nous ôtent le pain de la bouche? Mais en rejettant le Bill pour la naturalifation, se flatte-t-on de remédier à ce mal?

l

ni

m

en

fuf

d'I

Pri

eux

mo

d'at

par lair

dép

VOIC

III. Si quelqu'un a porté chez l'étranger les secrets de notre commerce, est-ce aux étrangers qu'il faut s'en prendre, ou aux Anglois? Ne sont-ce pas les Anglois établis depuis peu dans plusieurs Roïaumes de l'Europe qui ont enseigné aux peuples de ces Roïaumes à faire certains ouvrages dont nous possédions seuls la persection? N'avons-nous pas des preuves indubita-

SUR LE COMMERCE. 123

bles, qu'ils ont eux-mêmes sollicité des Edits pour interdire l'entrée de ces ouvrages fabri-

qués en Angleterre?

IV. Ne fabrique-t-on pas en Angleterre des outils de toute espèce qu'on embarque jour-nellement pour l'usage des Manufactures étrangeres? Et les ouvriers Anglois n'iront-ils pas montrer aux étrangers l'usage de ces outils, dèsqu'ils y seront engagés par l'offre d'un prix suffisant?

V. Si les Rois de France, d'Espagne, de Portugal, de Prusse, &c, veulent établir chez eux quelques Manusactures Angloises, quel sera le meilleur moien pour y réussir? sera-ce d'attirer des ouvriers Anglois par des récompenses & des salaires avantageux, ou bien de dépenser beaucoup pour envoier ici leurs propres sujets,

F ij

& pour les y entretenir jusqu'à ce qu'ils soient instruits à fond de nos pratiques? Laquelle de ces deux voies est la plus prompte, la plus sûre, la moins dispendieuse, la plus communément pratiquée & avec le plus de succès?

ve

ne

br

de

for

bri

que

bles

le C l'efp

res,

une

Cold

nom

pole

SECTION XVIII.

Il est également de la bonne politique d'envoier des Anglois dans nos Colonies, & d'attirer des Etrangers pour venir augmenter notre nombre.

I. N'EST-CE pas un principe fondamental du Gouvernement & du commerce, que l'augmentation du travail produit l'augmentation du peuple?

II. Les colonies & les plantations dirigées pat des mesures sur le Commerce. 125 convenables, (n) n'augmentent-

elles pas le travail?

III. L'Espagne auroit-elle été dépeuplée par les Colonies qu'elle a envoiées en Amérique, si l'on n'eût porté dans la nouvelle Espagne que des marchandises fabriquées dans l'ancienne?

IV. Puisqu'un si grand nombre de François, d'Anglois, de Hollandois, d'Italiens, &c, sont aujourd'hui emploïés à fabriquer tout ce qui est néces-

(n) [N. de l'Aut.] On peut voir quelles sont ces mesures convenables dans l'essai sur le Commerce, pag. 92 de la deuxieme Edit., chez T. Trye Holborn, & je suppose que le Chevalier Josias Child avoit dans l'esprit quelques unes de ces mesures, lorsqu'il a avancé que c'étoit une erreur populaire de dire que les Colonies tendoient à diminuer le nombre des Habitans de la Métropole.

F iij

faire pour l'approvisionnement des Indes Espagnoles, l'ancienne Espagne ne seroit-elle pas couverte d'Hommes, si cette multitude d'Artisans y avoit été transplantée avec leurs Femmes & leurs familles?

V. Si le travail reçoit un accroissement subit dans une ville, le peuple n'y afflue-t-il pas de toutes les parties du Roïaume à proportion de cet accroissement? Le même bien n'auroitil pas lieu pour tout un Roïaume, si l'on permettoit aux étrangers de s'y établir?

d

to

tr

re

le

Vi

VE

pa

VI. Mais si au contraire on resuscit de les admettre, cette augmentation de travail ne s'éloigneroit-elle pas de la Ville ou du Rosaume dont nous parlons, pour se fixer dans un autre où la main d'œuvre seroit à plus bas prix? Des Statuts, des gênes, & des prohibitions sont-

elles capables d'empêcher cet effet? Les Espagnols, instruits à leurs dépens de cette vérité, ne s'efforcent-ils pas à présent de réparer leur faute en attirant chez-eux des étrangers? Et les Anglois ne s'emblent-ils pas au contraire se plonger dans les mêmes erreurs?

VII. N'est-il pas au contraire de la prudence de tenir toujours dans l'Etat deux portes ouvertes, l'une pour envoier aux Colonies tous ceux qui, par quelque rai-son que ce soit, veulent s'y transplanter, & l'autre pour recevoir dans le Roiaume toutes les personnes qui désirent de vivre parmi nous?

VIII. Si quelques personnes parmi nous, après avoir été imprudentes ou malheureuses, veulent d'elles-mêmes se retirer dans des lieux où leur conduite passée ne soit point connue, ou

F iiij

fi l'ambition en pousse d'autres à chercher fortune dans les pais étrangers, n'est-ce pas une excellente politique d'ouvrir à ces avanturiers le chemin de nos Colonies, plutôt que de les laisfer passer chez des peuples qui probablement sont nos rivaux?

SECTION XIX.

Si, en cas que le Bill de Națuralisation eût passé, il est probable que les Mendians en eussent le plus prosité?

I. UN Bill de naturalisation est-il un motif dont les mendians aient besoin?

Si mille mendians étrangers venoient dans ce païs, la Loi donne-t-elle aux Juges de paix (0), aux Maires, ou à

(o) [N. de l'Aut.] Les Juges de

poi Gr que plie pul pas tur me n'e plu Les

qu

fois per les me ner An Si 1

paix Irla mai dia de SUR LE COMMERCE. 129

quelques autres Magistrats le pouvoir de les faire sortir de la Grande-Bretagne, de lever quelque taxe à cet effet, ou d'y appliquer une partie des revenus publics? Si les Magistrats n'ont pas ce pouvoir, le Bill de naturalifation donneroit - il aux mendians plus de facilité qu'ils n'en ont à présent?

II. Les fainéans sont-ils les plus portés à quitter leur païs? Les gens de cette sorte, Ecossois ou Gallois, qui n'ont cependant point de mer à passer, les Irlandois qui sont volontiers mendians de profession, prennent-ils la peine de venir en Angleterre pour faire ce métier? Si l'on voit quelquefois des gens

paix ont le pouvoir de renvoier en Irlande les Mendians Irlandois, mais ils ne peuvent chaffer les Mendians étrangers, & je me suis assuré. de ce fait.

de ces pais-là demander l'aumone en Angleterrre, ne sont-ce pas pour la plus part des travailleurs qui étoient venus chercher de l'ouvrage, mais que des maladies ou des accidens inévitables ont réduits à cette nécessité?

III. Quel but un étranger mendiant pourroit-il se propofer en passant en Angleterre, dont il n'entend pas même la langue, & comment pourroitil paier les frais de son passage?

IV. Quant un Anglois veut faire fortune dans un pais étranger, se propose-t-il d'y vivre dans la paresse & dans l'oisiveté? De même, un Marchand ou un Artiste étranger qui vient en Angleterre, peut-il espérer de s'y enrichir par d'autres moiens que par une application & une industrie du moins égales, sinon supérieures à celles des nationaux?

pro

en

ma

en

fav

qui

V. Cette objection: que nous ferons inondés de mendians étrangers, peut-elle fublister avec celle-ci: que les étrangers supplanteront les nationaux, & leur ôteront le pain de la bouche?

SECTION XX.

Si, en cas que le Bill pour la Naturalisation eût passé, il est probable que les Libertins & les mauvais Sujets eussent été les plus empressés à en prositer.

I. Q UELLES précautions prend - on maintenant pour empêcher les libertins & les mauvais sujets de venir s'établir en ce pais? Tout ce qu'il y a de scélérats dans l'Europe ne savent-ils pas, par l'exemple ou par le témoignage des Anglois qui voiagent parmi eux, que F vi

l'Angleterre est un païs où l'on peut être aussi vicieux que l'on veut? Qu'importe-t-ilà un Homme perdu, à une prostituée, à un escroc, d'être ou de n'être pas naturalisés? Ces gens, pour la plûpart, ne sont-ils pas ci-

toïens du monde ?

II. Lorsque des Commerçans ou des Artisans sont contraints d'abandonner leur patrie pour obéir à leur conscience & à leur Religion, est-il probable qu'ils augmentent parmi nous la débauche, & qu'ils corrompent nos mœurs comme ces cuisiniers, ces baladins, ces chanteurs, & ces violons étrangers qui ne peuvent subsister qu'en offrant sans cesse de nouveaux aiguillons à nos extravagances, & de nouveaux alimens à nos vices?

III. Si nos rivaux avoient le choix d'envoïer dans chacune de gl

ce

for me con Et bie Ar étr étr

pas Ob per bar

exp

An

des Villes commerçantes d'Angleterre une colonie de Marchands & de Manufacturiers, ou une colonie de chanteurs & de violons, laquelle des deux croit-on qu'ils nous envoiaffent? Et laquelle paroissons-nous le plus disposés à bien recevoir?

IV. Les Artisans pauvres sont-ils dans aucun endroit du monde aussi débauchés & aussi corrompus qu'en Angleterre? Et par conséquent n'est-il pas bien plus à craindre que les Anglois ne corrompent les étrangers, qu'il ne l'est que les étrangers ne corrompent les Anglois?

V. La Hollande n'est-elle pas ouverte à tout le monde? Observe-t-on cependant que le peuple y soit pour cela plus débauché? Où avons-nous vû par expérience que les résugiés Flamands & François établis ici aient introduit dans nos mœurs une nouvelle corruption?

SECTION XXI.

Quel est le moien le plus doux & le plus efficace pour réformer les mœurs d'une Nation?

I. PEUT-ON imaginer quelque moien efficace pour la réformation des mœurs avec lequel la naturalifation des Protestans étrangers soit incompatible? Ne sera-t-elle pas au contraire un moien de plus pour y parvenir? Et les deux ne concourront-ils pas admirablement ensemble? Ou pour dire la meme chose autrement, les bons exemples ne donneront-ils pas un nouvel empire, une nouvelle sorce aux bonnes Loix?

ur fu

Altiq

ob

33

m :

33,

330

יכל בל

SUR LE COMMERCE. 139

II. L'émulation n'est-elle pas un des ressorts les plus puissans sur les Hommes? N'est-elle pas très vive (p) entre les habitans

(p) [N. de l'Aut.] L'ingénieux Abbé du Bos, dans ses reslexions critiques sur la Poésie & la Peinture, Tom. II chap. 15, fait à ce sujet une observation interessante & utile.

» Les Anglois d'aujourd'hui, dit-" il, ne descendent pas, générale-» ment parlant, des Bretons qui ha-» bitoient l'Angleterre, quand les » Romains la conquirent ; néan-» moins les traits, dont Céfar & Ta-» cite se servent pour caractériser » les Bretons, conviennent aux » Anglois: les uns ne furent pas » plus sujets à la jalousie que le sont » les autres. Tacite écrit qu'Agrico-" la ne trouva rien de mieux pour engager les anciens Bretons à » faire apprendre à leurs enfans le » Latin, la Réthorique & les autres: » Arts que les Romains ensei-» gnoient aux leurs, que de les pi-- quer d'émulation en leur faisant

136 QUESTIONS

de cette Isle & les étrangers? Et ne pourroit-on pas s'en servir comme d'un instrument très efficace pour réformer les nationaux?

III. La méthode de fouetter, d'enfermer dans les hôpitaux,

» honte de ce qu'ils se laissoient sur-» passer par les Gaulois. L'esprit des » Bretons, disoit Agricola, etoit » de meilleure trempe que celui des » Gaulois, & il ne tenoit qu'à eux, » s'ils vouloient s'appliquer, de réuf-» sir mieux que leurs voisins. L'ar-» tifice d'Agricola réussit, & les » Bretons qui dédaignoient de par-» ler latin, voulurent se rendre ca-» pables de haranguer en cette Lan-» gue. Que les Anglois jugent eux-» mêmes, si l'on n'emploieroit pas » encore aujourd'hui chez eux avec » fuccès, l'adresse dont Agricola se » fervit.

Le Lecteur ne sera peut-être pas faché de trouver ici un autre exemple de la même nature, quoique d'un ordre un peu inférieur, à la véde t de j été To juso diq d'e voi rité app che ploi un Ang

enc

me

s'av

de

tre

eut

bie

fut

eut

l'A

ľIr

leu

sur LE COMMERCE. 137

de transporter dans les colonies, de pendre même, n'a t-elle pas été assez long-tems pratiquée? Toutes ces rigueurs, emploiées jusqu'à présent sans succès, n'indiquent-elles pas la nécessité d'essaire enfin quelque autre voie? S'il est prouvé que le Bill

rité, mais aussi plus récent & très applicable au sujet. Le Jardinier en chef d'un Pair de ce Roïaume, emploioit à faire de nouveaux Jardins un grand nombre d'ouvriers, tant Anglois qu'Irlandois, mais il n'avoit encore pu les engager à remplir même passablement leur tâche lorsqu'il s'avisa de séparer les deux Nations, & de les piquer d'émulation l'une contre l'autre. Cet heureux expédient eut tout le succès desiré : ils firent bien plus d'ouvrage; & l'ouvrage fut bien mieux fait, lorsqu'on leur eut dit que c'étoit pour l'honneur de l'Angleterre ou pour l'honneur de l'Irlande, qu'ils n'eussent fait pour quelque autre · considération qu'on leur eût proposée.

de naturalisation n'attireroit ici que des étrangers sobres & industrieux, l'esprit d'émulation ne pourroit-il pas porter les Anglois à imiter ces mêmes vertus?

ve

qu

ba

à

L

fio

me

te

de

elle

po

de

IV. Je suppose que les ouvriers d'un métier s'entendent pour ne travailler que trois jours par semaine, & pour mettre leur travail pendant ces trois jours à un prix exorbitant. Quels motifs emploiera-t-on pour rompre cette confédération pernicieuse? La crainte des Magistrats sera-t-elle, dans un Gouvernement comme le notre, aussi essicace que la force de l'émulation ? L'ouvrier imprudent ou débauché sera-t-il rappellé à son devoir par quelque punition que ce soit, aussi promptement que par la vue des étrangers emploies au même travail dont il n'a pas voulu se charger? Et la méthode d'exciter

l'émulation n'est-elle pas plus douce, plus humaine, plus convenable, au génie d'un peuple qui n'est pas entierement barbare, plus propre à tous égards, à produire le bien général?

SECTION XXII.

L'admission des Etrangers considerée par rapport à la constitution de l'Eglise & à celle de l'Etat.

I. Sous quel rapport l'admiffion des Protestans étrangers mettroit-elle en péril l'excellente constitution de notre Eglise? Quelle étoit là-dessus l'opinion de nos reformateurs?

II. Les Eglises étrangeres ontelles jamais montré de l'aversion pour l'Episcopat, pour l'usage des liturgies, pour nos articles & nos homélies, ou pour aucune partie de nos Constitutions Ecclésiastiques, & n'ont-elles pas même souvent regardé l'Eglise Anglicane comme l'ornement & le soutien de la réformation? do

qu

no

roi

re

qu

afy de

ils

O

bio

ce Et

no

ve fu

m

III. Les Anglois ne sont-ils pas notés aujourd'hui dans l'Europe comme les défenseurs des systèmes les moins orthodoxes & de toutes les opinions latitudinaires? Voit-on dans quelqu'autre païs les articles sondamentaux de la Religion naturelle ou révélée, attaqués aussi outrageusement qu'en Angleterre?

IV. Les principales personnes du Clergé dans les païs étrangers, soit Calvinistes, soit Luthériens, ne se sont-elles pas fait aggréger à la société qui s'est formée à Londres pour la propagation de l'Evangile chez les insideles, conformément à la

doctrine & à la discipline de l'Eglise Anglicane? Si donc quelques-uns de leurs disciples venoient se fixer parmi nous, seroit-ce en arrivant en Angleterre qu'ils s'aviseroient de rompre

avec l'Eglise établie?

V. Les Protestans étrangers qui ont cherché parmi nous un asyle contre les persécutions de l'Eglise Romaine, se sont-ils conduits avec indécence? Ont-ils manqué de respect pour le Clergé Anglican? Leurs descendans ne sont-ils pas aussi bien intentionnés, que qui que ce soit pour ce même Clergé? Et est-il probable, en quelque nombre qu'ils viennent, qu'ils veuillent jamais donner aucun sujet de plainte contre eux?

VI. Sous quel rapport l'admission des Protestans Etrangers mettroit-elle en péril la Constitution de l'Etat? Que pensent là dessus les Patriotes les plus distingués & les meil-

leurs Politiques?

VII. Les Protestans étrangers haïssent-ils la liberté? Aimentils l'esclavage, sont-ils ennemis de la Maison régnante, & attachés aux intérêts du Prétendant?

VIII. Dans quelles intrigues, dans quelles conspirations, dans quelles révoltes a-t-on vû entrer quelques - uns des Protestans étrangers quivivent parmi nous? Quels livres, quels Traités ont-ils écrits ou protégés qui tendissent à renverser les droits & les Priviléges des sujets, ou les justes prérogatives de la Couronne?

IX. L'adoption des étrangers qui fortifie tous les Gouvernemens du monde affoiblira-t-elle le Gouvernement d'Angleterre ? Aura-t-on raison en France d'engager les Anglois,

Ec qui Ai Ai tel

bri tio

De

I. nit ful tec léc

not ave des

féc un Ecossois, & Irlandois Catholiques à s'y établir, & tort en Angleterre d'y appeller les Protestans persécutés? Chaque Fabriquant attiré de chez une nation rivale, n'est-il pas une double perte pour elle?

SECTION XXIII.

Des leçons de l'humanité, & des principes du Christianisme.

ľ

S

S

I. L'ST-CE un Acte d'humanité & de bienfaisance de refuser tout asyle & toute protection à des malheureux persécutés? Seroit-ce ainsi que nous voudrions qu'on en agît avec nous, si nous étions dans des circonstances semblables?

II. Quand un Protestant persécuté dans une Ville suit dans un autre, suivant le précepte

QUESTIONS 144 de Jesus-Christ, est-il bien conforme à la Religion que nous professons, & comme Chrétiens & comme Protestans, de lui fermer les portes & de l'empêcher d'entrer? Les Protestans étrangers en userent-ils ainsi avec les Anglois fugitifs, qui cherchoient à se dérober aux persécutions de notre sanguinaire Reine Marie?

III. Si, pour la punition de nos crimes, ce Roiaume retomboit encore sous la puissance d'un Papiste intolérant & bigot, ne regarderions-nous pas comme un procédé aussi contraire au Christianisme qu'à l'humanité, le refus que feroient nos voisins Protestans de nous recevoir parmi eux, & de nous protéger?

IV. L'inutilité des démarches faites dans ce pais, en faveur de la naturalisation n'a-telle

SUR LE COMMERCE. 145 elle pas été souvent emploïée avec adresse par les Prêtres François, pour persuader aux Protestans d'embrasser la Religion Romaine? Et ne leur fournit-elle pas un prétexte bien plausible pour dire que les Anglois refusent aux Protestans etrangers tout afyle dans leur malheur, tandis que les Catholiques Romains procurent tous les fecours imaginables aux membres de leur Communion? Cette comparaison de notre conduite avec la leur ne montre-t-elle pas la Religion Romaine sous un jour bien avanrageux ? Quel scandale pour nous, & quel reproche!

e

e

V. En rejettant le Bill de Naturalisation, n'avons-nous pas encouragé le Gouvernement & le Clergé de France à appésantir leurs mains sur les Protestans? Tout récemment

146 QUESTIONS

la persécution ne s'est-elle pas relâchée en France, pendant que nous étions en balance sur le Bill de Naturalisation? Et n'at-elle pas repris de nouvelles forces depuis que nous l'avons rejetté? Ne sommes-nous pas ainsi devenus en quelque sorte complices des persécutions de l'Eglise Romaine, par cette conduite directement contraire à l'intérêt, à la puissance, & à l'honneur de notre Eglise & de notre Nation?

FIN.



TABLE

DES SECTIONS

DE CET OUVRAGE.

AVERTISSEMENT DU TRADUCTEUR, page 5

Discours préliminaire, où l'on expose la doctrine prosessée par l'Eglise Romaine, & sa pratique constante au sujet de la persécution des Protestans,

SECTION I. Questions préliminaires sur les préjugés du Peuple, sur les termes d'Etranger & d'Anglois, sur les services que les Etrangers ont autrefois G ij

148 TABLE rendus au Commerce de cette Nation, 51

SECT. II. De l'introduction des nouvelles Manufactures; de la perfection des anciennes, & de l'accroissement du Commerce,

59

Ade, pour l'encouragement des Manufadures de Toiles & de Tapisseries, 60

SECT. III. Des Materiaux pour le travail; & de l'emploi des Pauvres.

SECT. IV. Sur les causes du manque d'emploi des Hommes, 71

SECT. V. Examen des autres causes auxquelles on attribue



	DES S	ECTIO	NS.	149
		d'emploi		
m	es,			77

SECT. VI. FAUX PRÉTEXTE:

Commençons par trouver de l'emploi pour ces Etrangers,

avant que les appeller, 84

Réponse, ibid.

SECT. VII. La multiplication des Habitans est la force d'un Roïaume, 87

SECT. VIII. L'augmentation du Peuple est la richesse d'un Etat, 91

SECT. IX. La multiplication des Habitans augmente le revenu du Proprietaire des Terres, 97

G iij

150 TABLE

SECT. X. L'amélioration des Terres dépend de la multiplication du Peuple, 99

SECT. XI. Les deux interêts du Roiaume, l'interêt terrien, l'interêt du Commerce, rentrent l'un dans l'autre, 103

SECT. XII. Situation des Etrangers qui ont de l'argent dans nos fonds publics, & des Commerçans & Artisans riches qui vivent dans certains Païs de l'Europe,

SECT. XIII. Des Taxes de toute espece, & particulierement de la Taxe pour les Paul vres,

SECT. XIV. Du Droit de naif-

DES SECTIONS. 151
Sance d'un Anglois. 113

SECT. XV. Du véritable interêt des Anglois, 116

SECT. XVI. Dans le Commerce, si l'on n'a pas de Rivaux au-dedans, on en a au-dehors,

SECT. XVII. Examen de cette Objection: Que les Etrangers ôteroient le pain de la bouche à nos Compatriotes, & nous enleveroient les secrets du Commerce,

SECT. XVIII. Il est également de la bonne politique d'envoier des Anglois dans nos Colonies, & d'attirer des Etran-

TABLE

gers pour venir augmenter notre nombre, 124

S

SECT. XIX. Si, en cas que le Bill de Naturalisation eût passé, il est probable que les Mendians en eussent le plus prosité?

SECT. XX. Si, en cas que le Bill pour la Naturalisation eût passé, il est probable que les Libertins & les mauvais Sujets eussent été les plus empressés à en prositer?

SECT. XXI. Quel est le moïen le plus doux & le plus efficace pour réformer les mœurs d'une Nation?

SECT. XXII. L'admission des

DES SECTIONS. 153 Etrangers, considerée par rapport à la constitution de l'Eglise & à celle de l'Etat, 139

SECT. XXIII. Des leçons de l'humanité, & des principes du Christianisme, 143

Fin de la Table.

